

Sommaire

Le rail privé: on y est, par Julien, page 4

Lycéens toujours!, par Manu, page 5

L'autruche n'aime pas les alternatives, par F. Ladriss, page 5

Un lendemain à créer après **le 29 mai**, par le Furet, page 6

Le fascisme aux portes de Turin, par Mathias, page 7

Soutien aux **antifascistes allemands**, par Olynx, page 8

Berlin: répression contre les espaces libres, par Olynx, page 9

Une mutuelle pour les sans-tickets?, par le RATP, page 10

Chercheurs: retour sur le projet de loi, par G. Kerdivel, page 11

L'Église n'aime pas Act-Up, par P. Schindler, page 13

Il en va ainsi dans **le social**, par F. Candebat, page 15



Décroissance, quand tu nous tiens..., par J.-P. Tertrais, page 17

Les troubles **d'Alain Pecunia**, par C. Granier, page 19

Maurice Joyeux, la brochure!, par Jimma, page 20

On nous écrit... page 20

Big fight, **Little Bob**, par Paco, page 21

Vie du mouvement et Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



LA LIBÉRATION de Florence Aubenas est sans doute la meilleure nouvelle depuis la mort du pape. Pas de quoi boudier son plaisir alors. Mais constatons sans efforts que ce nouveau tapage médiatique orchestré par ses pairs a un bien mauvais goût de corporatisme. Tant mieux pour elle, mais qu'en aurait-il été si elle n'avait point été journaliste à Libé mais militante anarchiste, par exemple, ou simplement touriste un peu étrange en mal de dépaysement à Bagdad? Je vois assez mal l'ouverture du journal télévisé de TF1 décompter les jours de captivité dans un cas semblable. La noblesse du métier que tentent d'illustrer certains professionnels justifie bien mal l'intérêt que l'on veut nous faire susciter dans cette affaire-là. Il ne s'agit pas d'amertume mais la simple constatation qu'il y a encore la tentation d'en faire des tonnes et surtout de faire deux poids deux mesures. Cette arme odieuse et intolérable ne fait en rien avancer leur cause, à supposer qu'ils en aient vraiment une. S'il est aisé de comprendre la haine que l'on peut ressentir pour un occupant armé jusqu'aux dents et plus loin pour un Occident nant et repus, la frontière entre le combat et la crapulerie ne semble pas bien nette. Profiter de la guerre et la mener sont des choses bien différentes. Il semble bien et il ne faut excuser personne, que la confusion des genres, entretenue ou non, est bien le moteur de toute cette violence incontrôlable qui file entre les doigts de tout le monde. Ingrid Bettencourt, dont le sort n'est guère enviable, ne semble pas avoir la chance de posséder sa carte de journaliste et ne bénéficie donc pas des mêmes faveurs. Elle était simplement ex-candidate à la présidence de la république de la Colombie (c'est pas un métier!). Faute de goût impardonnable, les ravisseurs de cette Ingrid-là auraient été sans doute mieux inspirés d'enlever son homonyme Liliane, une des plus grosses fortunes du monde qui fait prospérer son tas d'or à la Bourse sans en bouger une. Seulement, la bourgeoisie de Neuilly-sur-Seine et d'ailleurs n'est sans doute pas encore prête à témoigner du sang, des larmes, de la boue et des tripes à l'air. Sans doute préfère-t-elle en tirer directement ou indirectement de larges bénéfices et roter discrètement ses profiteroles à la fin d'un dîner de bienfaisance pour le Lyons-Club à côté de l'abbé Pierre. Libérez Ingrid, bande de crétins, et on vous envoie Liliane! On sera bien débarrassés et ça fera des heureux.

Les mêmes, en pis

Fabrice groupe La Sociale, Rennes

AU-DELA des mines apitoyées ou réjouies des politiciens de tout poil le soir du 29 mai, deux éléments m'ont semblé particulièrement significatifs: tout d'abord l'absence totale de liesse populaire le dimanche soir, comme si les salariés, y compris ceux qui ont voté non, n'étaient pas dupes sur le fait que la voie électorale ne suffirait certainement pas à changer le cours des choses; ensuite, le lendemain, on trouvait quelques entrefilets, dans la plupart des quotidiens, sur le thème: « La Bourse est calme. » Pouvait-il en être autrement? Le capitalisme est-il sorti ébranlé à la suite du référendum? Le Medef tremble-t-il? Bien sûr que non. Et, à dire vrai, il a bien raison.

La « crise politique profonde » a débouché sur la nomination, comme nouveau Premier ministre, de Marie-François-René Galouzeau de Villepin, dont la fibre sociale ne fait aucun doute... Avec Sarkozy au ministère de l'Intérieur, c'est une accélération de la politique de régression sociale et de répression qui s'annonce très clairement.

Concernant la répression et la criminalisation du mouvement social, les syndicalistes du centre de tri de Bègles en ont déjà eu un aperçu. Quant à la politique « sociale » du gouvernement, elle s'apparente à une véritable déclaration de guerre:

- Remise en cause des conventions collectives par l'introduction du chèque emploi service, qui remplace le contrat de travail dans les petites entreprises.

- Embauche, avec période d'essai de deux ans, ce qui correspond dans les faits à deux années de non-droit, où les salariés sont pieds et poings liés face aux exigences patronales, sous la menace permanente d'un licenciement.

- Incitation à la baisse des salaires. Pour quoi, en effet, les patrons paieraient et embaucheraient-ils au-dessus du SMIC alors qu'on leur promet à l'horizon 2007 l'exonération totale des charges patronales pour les smicards.

- Sécurité sociale sapée, car ces nouvelles exonérations de charge vont amplifier le déficit de la Sécu. Les exonérations ont déjà atteint 21 milliards d'euros en 2003. Nul doute qu'on nous refera, d'ici peu, le coup du « trou de la Sécu » qui justifiera un nouvel effort des assurés sociaux; en clair, une nouvelle contre-réforme et de nouvelles coupes dans les budgets hospitaliers.

- Droits syndicaux remis en cause avec un système dérogatoire qui permet de ne plus compter, dans les effectifs de l'entreprise, les jeunes de moins de 25 ans avec les consé-

quences que cela induit sur la désignation des délégués du personnel (dès le 11^e salarié), des comités d'entreprise (50 salariés) et des délégués syndicaux.

Et, pour finir, bien évidemment, une politique de répression accrue contre les chômeurs, comme le Premier ministre lui-même l'a expliqué: « Faire en sorte qu'un demandeur d'emploi qui fait l'objet d'un accompagnement personnalisé ne puisse refuser successivement plusieurs offres d'emploi raisonnables ».

Par ailleurs, il va de soi que le nouveau gouvernement poursuivra et accentuera la politique de dislocation des services publics et de privatisation plus ou moins brutale. Villepin entend mener rondement l'affaire en utilisant la procédure expéditive des ordonnances qui ont peu souvent correspondu, dans l'histoire, à des périodes d'avancée sociale.

La question se pose donc aujourd'hui, comme hier, exactement dans les mêmes termes: qu'avons-nous à opposer à ces brutes et à ces truands? Notre réponse n'a pas varié avant et après le 29 mai: la force collective organisée.

Pour l'instant, les directions confédérales se gardent bien de donner une perspective sérieuse de mobilisation. Quand les cheminots ont fait grève le 2 juin dernier, tout a été fait, malgré quelques poches de résistance (Paris, Rouen, Marseille, etc.) pour qu'ils retournent au boulot dès le lendemain, des fois que leur grève donne des idées à d'autres...

Il est déjà clair que la seule perspective, que certains vont vouloir nous offrir, c'est de préparer les élections de 2007, et il ne manque pas de prétendants au pouvoir à 50 %, 70 % ou 100 % à gauche!

Car, au final, le référendum aura surtout servi de tremplin à une énième recombinaison des « forces de gauche », de Fabius à Besancenot.

M'est avis cependant que nombre de salariés, du privé comme du public, n'attendront pas deux ans pour réagir, et que la lutte des classes, malgré tous les obstacles qu'on lui opposera, peut trouver dans les mois qui viennent une certaine vigueur.

Modestement, mais avec détermination, il nous appartient de pousser dans le bon sens. Cela passe par la clarté de nos positions, mais aussi par le renforcement encore et encore de notre organisation. Notre dernier congrès à Rouen nous permet de l'espérer. À nous de prendre toutes nos responsabilités.

La privatisation du chemin de fer

ou comment faire dérailler le service public

LA CIRCULATION, le 13 juin, du premier train de fret privé en France marque l'accélération de la politique de casse du service public ferroviaire impulsée par la gauche avec la camarade Gaysot et poursuivie avec encore plus d'entrain par une droite arrogante et sûre d'elle-même (ainsi que de sa majorité absolue au Parlement et de ses 82 % à la présidentielle).

L'ouverture du réseau aux appétits du privé avec presque une année d'avance sur le calendrier libéral a été dictée par les directives européennes de Bruxelles généralisant « la concurrence libre et non faussée » dans tous les secteurs de l'économie.

Les mutations profondes de la SNCF, ces dernières années, ont préparé cette privatisation à marche forcée et visent à transformer le service public en une machine de guerre économique sur le champ de bataille du marché commun européen :

- Création de Réseau ferré de France (RFF) en 1998 qui devient propriétaire du réseau et à qui la SNCF devenue simple exploitante ferroviaire paye un loyer pour l'utilisation des infrastructures (triaux, etc.) et un péage pour la circulation de chaque train.

- Gestion et comptabilité séparée des activités de la SNCF (fret, voyageurs, Île-de-France, etc.) et interdiction d'effectuer des péréquations entre activités déficitaires (fret, etc.) et bénéficiaires (TGV, etc.).

- Érosion continue des effectifs (4924 postes supprimés en 2004, encore 4000 sur le budget 2005!).

- Sabotage de l'outil de production : fermeture de quatre triages et de plusieurs dizaines de gares, réduction du parc de wagons de marchandises de 41000 à 28000, ferrailage de plusieurs centaines de locomotives, fermeture de lignes et réductions de vitesse sur les autres, etc.



Parallèlement, la SNCF (ou plutôt le groupe SNCF qui regroupe entre 500 et 600 filiales avec pas moins de 50000 salariés dont des filiales ferroviaires comme VFLI, la SNCF organise sa propre concurrence) entend devenir le leader européen du transport ferroviaire mais aussi routier et urbain, ainsi que dans les domaines du tourisme et de l'expertise.

La circulation du premier train privé de la société CFTA Cargo (filiale de Connex, elle-même filiale de Véolia Environnement, ex-Vivendi Environnement!) symbolise le dumping social, salarial, mais aussi sur la sécurité, contre lequel les cheminots ont voulu s'opposer en occupant les voies avant de se faire déloger violemment par les CRS.

Rappelons que la Connex n'en est pas à ses premiers méfaits, c'était elle qui exploitait le réseau Sud-Est de l'Angleterre avant que l'autorité organisatrice ne lui retire sa licence

fin 2004 pour des problèmes importants relatifs à la sécurité. Pendant la gestion de Connex, les conditions de travail ont reculé de trente ans : la journée de travail pouvait atteindre les 11 heures et même parfois les 11 heures et demie du fait des heures supplémentaires non payées.

La durée hebdomadaire maximum de travail d'un mécanicien était de 77 heures, les accidents récurrents et médiatisés ont achevé de décrédibiliser le chemin de fer anglais tandis que celui-ci n'a jamais coûté aussi cher aux contribuables britanniques que pendant sa privatisation (« privatisation des bénéficiaires, socialisation des pertes »!).

Cette situation n'est pas propre à l'Angleterre. En Italie, depuis l'ouverture du marché ferroviaire, 52 conducteurs ont trouvé la mort en exerçant leur métier (dont trois mécaniciens et onze voyageurs dans l'accident de Crevalcore en janvier de cette année). Les cheminots et chemi-

notes doivent faire face à des attaques tous azimuts pour défendre leurs conditions de travail, leur statut, leur droit de grève, leurs salaires et la vision d'un service public aussi bien pour le fret (ferroulage) que pour les voyageurs.

Ce n'est pas en suivant la stratégie mortifère des journées d'action et « temps forts », véritables soupapes de sécurité de la colère cheminote (le syndicat majoritaire n'a pas appelé à la grève reconductible depuis dix ans) que nous pourrions constituer un rapport de force et renverser la vapeur.

L'organisation des cheminots à la base dans ou au-delà des structures syndicales reste le levier indispensable pour construire la grève générale salvatrice et émancipatrice.

Julien
groupe de Rouen

Lycéens en procès

« POLICE PARTOUT, JUSTICE NULLE PART », voilà un slogan qui s'applique bien à l'actualité de ces derniers mois. En effet, les coups de bâton de la police (voir le *Monde libertaire*, n° 1396) ont mené les lycéens à la barre du tribunal. Une quarantaine d'entre eux font l'objet de poursuites. Interpellés à la suite de manifestation et d'occupation de locaux, ils sont accusés entre autres de violence à agents de la force publique et de dégradation de biens d'utilité publique. Un comité de soutien s'est mis en place (FCPE, FSU, Solidaire, FA, MRAP, LDH, CNT, LCR, etc.) pour défendre les lycéens et demander l'arrêt des poursuites. Certains ont été humiliés et/ou frappés lors de leur interpellation (les claques ont volé, on en a forcé à se mettre nu et à crier : « J'aime la police » et « Vive la France ! », etc.).

L'un des procès qui a été le plus médiatisé (car étant l'un des premiers) s'est soldé pour le lycéen par cinq mois de prison avec sursis et 500 euros d'amende!

À travers ces procès, c'est le mouvement lycéen tout entier qui est visé: il y a une volonté de réprimer et de criminaliser ce mouvement composé, d'après différents membres de la police et de la justice, de « délinquants » et « d'anarcho-libertaires »! Une telle répression policière et judiciaire d'un mouvement social est une première et l'on ne peut que s'en inquiéter et s'insurger.

Plus d'informations:

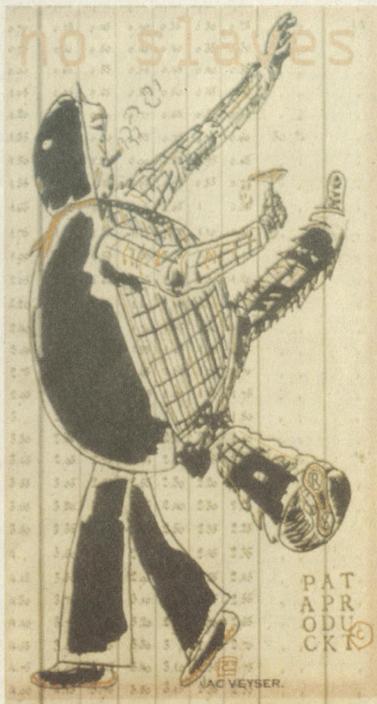
<http://www.lyceens-en-action.fr.st>

<http://coordlyceenne.free.fr>

<http://paris.indymedia.org>

Manu

groupe libertaire lycéen/étudiant Soleil noir, Rouen



Quand l'autruche éternue...

Chez les gens

« Je viens de chez les gens et j'y retournerai dans quelques mois. » Azouz Begag, Arabe de service chez Villepin.

Avant même d'avoir passé un peu de temps chez les non-gens, d'avoir goûté au non-plaisir de la non-politique, ce non-ministre prévoit déjà de rendre son non-portefeuille. C'est une bonne non-nouvelle.

Moderne

Dans une démocratie moderne, le débat n'est pas entre le libéral et le social. » De Villepin.

On sait, on sait... Dans une démocratie « moderne » le débat est entre le libéralisme social et le social libéralisme. Ce qui est moderne, pour ces types-là, c'est l'absence de débat. Pourtant l'idée n'est pas toute neuve. Elle s'appelle totalitarisme.

Révolution

« Ma conviction profonde est que nous sommes à la veille d'une véritable révolution. » Borloo.

Fichtre! Aux armes, camarades, affûtons nos couteaux, le grand soir c'est demain matin! Borloo, qui est à Chirac ce que Thiers fut à Bonaparte (comparaison osée dis-tu? M'en fous, j'ai tout l'épé pour revoir mes classiques), Borloo donc, nous aura prévenus: une révolution, une vraie, et pas plus tard que demain!

Rébellion

« La seule question qui se pose c'est: prenons-nous la tête de la rébellion. » Fabius.

Diantre! Une rébellion maintenant, et menée par Fabius Imperator, qui plus est! Aux armes, camarades, nettoyez vos fusils! Fabius, qui est à Mélenchon ce que Martine Aubry fut à Cambadélis (eh oui, je sais, faut suivre), vous le demande solennellement: préparez-vous à prendre la tête de... à prendre la tête.

Situation

« Je crois que nous sommes aujourd'hui dans une situation extrêmement dangereuse. » Marie-Georges Buffet.

Ventre-saint-gris! Dangereuse? Aux armes, camarades, renversons la marmite! Le glorieux Parti communiste français-oui-madame, aura bientôt besoin de nous! Buffet, qui est à Marchais ce que Milou fut à Tintin (là, c'est assez juste je trouve), ne manquera pas de faire appel à notre savoir-faire en matière d'explosifs. Ah, on m'annonce que nous manquons actuellement de marmites. Le glorieux Parti communiste va donc devoir se démerder seul.

Vivement le grand soir qu'on se couche

« J'ai affûté mes lames, j'ai graissé la marmite et renversé le fusil. Pis j'ai attendu le 29 mai. Le matin du 30, je remballais tout.

Et je passais pour un con. » Robert, du bistrot.

À vendre: fusil jamais servi, lames bien affûtées état neuf, marmite renversée mais contrôle technique OK. Cède pour rien: isoloirs, urnes, bulletins de vote. Idéal pour jeunes cadres d'Alternative libertaire.

À moi

« Je m'en vais avec plaisir. À moi le ministère de la Parole! » Devedjian, ministre viré.

Et le ministère du Vent, c'est Fillon qui s'en charge?

Frédo Ladrissé

(sources: Le Figaro Magazine, France Inter, Libération, le Nouvel Observateur, Politis).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

J'ai voté...

et puis après



LA VICTOIRE DU NON ne fut qu'une défaite du oui. Le non ne proposait rien. Il n'en avait d'ailleurs pas le pouvoir, et de toute façon en était incapable. La catastrophe promise par les partisans du oui n'est bien sûr pas arrivée, et l'on peut se demander s'il était bien nécessaire de participer au vote...

Certes, le non est multiple, et pas seulement xénophobe et/ou propriétaire, jaloux de ses privilèges. Il est aussi social. Il suffit de regarder la carte des résultats pour le constater : c'est la « France d'en bas » qui a voté non. Rien que pour ça, on peut se sentir dans le bon camp en ayant voté non. Et après ?

Au-delà du constat, quel bilan ? Le mouvement social a-t-il trouvé dans l'événement la motivation pour se relancer ? Aujourd'hui, il paraît bien évident que non. Les seuls à avoir vu une opportunité dans le résultat sont les politiciens de gauche, toujours prompts à surfer sur tout ce qui peut ressembler à une vague porteuse. Les appareils politiques posent leurs pions et ne s'intéressent au mouvement social que dans la mesure où il peut alimenter leur discours, le tout dans la perspective des prochaines élections. Leur manifestation du 16 juin fut un fiasco prévisible. Les manifestations revendicatives de l'hiver ont été stoppées pour cause de campagne et ne repartiront probablement pas à la veille des vacances. Les principales confédérations syndicales (membres de la Confédération européenne des syndicats) étant favorables au oui au niveau de leur direction, on peut dire que leur passivité fut et est coupable. Il y aurait beaucoup à dire là-dessus.

Où donc est la victoire ?

Est-ce seulement une défaite symbolique du oui ? Il est clair que la classe politique est sourde, et ce n'est pas une surprise. Mais que retenir alors, au-delà des mines défaits (et

donc, avouons-le, réjouissantes) des partisans du oui ? Le remaniement du gouvernement ? Il s'agit apparemment de profiter de l'occasion pour donner un coup d'accélérateur : améliorer les statistiques du chômage en réprimant les chômeurs ; donner une tribune (à contre-cœur ?) à un politicien populiste candidat de la première heure à la future présidentielle... Rien qui ressemble à une victoire du non.

Que retenir alors ? Le plus intéressant est qu'une part importante des électeurs en a assez qu'on veuille lui faire prendre des vessies pour des lanternes et, ça, c'est une bonne nouvelle. Indépendamment du résultat, chacun aura remarqué en France que le débat public – celui auquel nous avons tous plus ou moins participé quotidiennement – fut un moment intéressant de la vie politique, dépassant les conversations sur le foot ou la télé-réalité. *Le Monde libertaire* lui-même y a participé, et l'on sait, qu'à son échelle, ce ne fut pas sans influence.

Tous les médias ont parlé de « crise de la représentation » à la suite du non français car l'Assemblée nationale aurait, quant à elle, largement ratifié le texte. C'est faux : une crise est quelque chose de passager, par définition. La représentation, elle, est un leurre : les anarchistes le disent depuis qu'ils existent. Un député ne représente jamais ses électeurs, sauf éventuellement ceux d'entre eux qui s'organisent en lobby. Parler de crise de la représentation, c'est entretenir l'illusion d'une justice dans la démocratie bourgeoise. Que chacun

ait pu voir que, partout en Europe, les parlements approuvent largement le projet de traité, tandis que c'est bien moins évident quand on s'adresse à la population, est une nouvelle démonstration de la tromperie démocratique.

En revanche, il y a peut-être une crise de la « communication ». De trop nombreux partisans du oui avaient un discours d'un niveau tellement faible qu'il ne pouvait qu'inspirer la méfiance. Beaucoup se sont contentés d'essayer de faire croire par exemple que les partisans du non n'étaient pas « européens » : c'était placer la barre vraiment bas, tenter de faire confondre le contenu et le contenant. Bref, prendre les électeurs pour des imbéciles. Certains n'ont pas apprécié. En tant qu'anarchiste, on se sentirait de toute façon plutôt « terrien » qu'europeen. Quoi qu'il en soit, nous avions l'occasion d'exprimer un désaveu par rapport à l'Europe promise et, en réalité, d'ores et déjà en cours de construction. Comme d'autres partisans du non, j'ai saisi cette occasion. C'était un « avis consultatif » masqué en exercice démocratique déterminant. On s'en doutait, et on s'attend même à voir revenir par la fenêtre (apparemment en 2007) ce qui a été jeté par la porte.

Il y a quelques semaines, ici même, j'avais assimilé le vote non à une manifestation de rue. Effectivement, ce ne fut rien de plus que l'expression d'une opinion, et le gouvernement en a fait ce qu'il a voulu. On s'est comptés et, en l'occurrence, vu la multiplicité du non, on est loin d'être sûrs des chiffres... Comme souvent, quand la manifestation est sans lendemain, le bilan immédiat tient plus de la relative satisfaction personnelle que du changement historique. Reste à créer le lendemain !

Le Furet

Italie, Turin

Trois morts

En mai, la police fait ce qu'il lui plaît

Mathias

IL EST DES RÉALITÉS pour nous rappeler le fonctionnement de ce système. Ce qui s'est passé à Turin en ce mois de mai aurait pu se passer dans n'importe quelle ville européenne.

S'il n'est pas utile de rappeler le fonctionnement de Schengen; s'il n'est pas utile de rappeler le pillage de l'Afrique par l'Europe, cette fausse décolonisation qui n'a organisé que dictatures au service et à l'allégeance des puissances occidentales; s'il n'est pas besoin de rappeler l'assujettissement à l'économie mondiale des ressources primaires de l'Afrique, de l'aliénation de ce continent aux institutions internationales ultralibérales en paiement d'une dette qui ne veut plus rien dire mais qui continue d'abrutir; s'il n'est pas non plus utile de rappeler quels mécanismes poussent les populations à abandonner une misère pour une autre, une persécution pour une autre; une réalité exprimée pourtant en dit long sur le quotidien des uns et la posture des autres: « Vous dites que nous sommes des rabatteurs et que les filles font la vie. Mais qui sont ceux qui veulent la drogue et qui vont aux putes? Les Italiens. Qui veut une main-d'œuvre qui ne coûte rien? Les Italiens. Et les Italiens sont ceux qui nous louent ces taudis pour des centaines d'euros. Ils s'enrichissent grâce à nous. »

Pour trouver ces paroles rapportées dans un quotidien national, il aura fallu trois morts. Avant de mourir à Turin, il aura fallu beaucoup de souffrances et non moins d'espérances pour arriver, pour s'arracher à sa terre et à sa culture. Il a fallu faire des milliers de kilomètres, payer les mafias pour accéder à la forteresse, survivre aux cerqueils flottants traversant la Méditerranée. Il en aura fallu du temps et des désillusions. Tout cela pour se voir refuser tout: travail, logement, santé, ou ne serait-ce qu'un morceau de papier où il est écrit « carte de séjour ». Alors, on continue à fuir et, pour échapper aux centres de rétention, il faut sans cesse fuir la police.

En novembre à Turin, Latifa Sdairi, une Marocaine de 19 ans, est tombée dans le vide en cherchant à échapper à une rafle effectuée de maison en maison dans le quartier de Barriera di Milano. Tuée par la police, pour ne pas se retrouver en centre de rétention. N'oublions pas que ces centres ont été votés

par la gauche en novembre 1997. Seuls « quelques ennemis de toutes les frontières » tentent bien de rappeler à ceux qui auraient oublié, ou qui ne savaient pas, que tous ces députés, des Verts et de Refondation communiste présents, ont approuvé la loi instituant les centres de détention. Ces mêmes groupes politiques qui s'insurgent avec force de tracts, de récupération politique et de foisonnement médiatique. La voilà cette âme de gauche, ridicule jusqu'à la consternation, dégoûtante par son hypocrisie, immonde dans son opportunisme, infâme dans son responsabilité; et seulement capable d'exiger un peu de morale dans l'horreur. Et pendant que ceux-ci réclament plus de droits, ceux qui luttent directement contre les centres de rétention sont accusés d'aversion de l'ordre démocratique. Cet ordre qui ne se base que sur le pouvoir et l'argent, et qui organise la ségrégation et la déportation.

Parce que, aujourd'hui, explose la révolte à l'intérieur et à l'extérieur des centres de rétention. À Turin, les reclus se sont mis en grève de la faim, à Milan ils ont gagné les toits de leur prison. Il y a aussi ceux qui se taillent les veines pour montrer des souffrances qui pèsent sur la conscience de tous. Et rappeler ceux qui se font tabasser au dehors tous les jours. Coups, procès et expulsions, telle est la ritournelle. Pour ceux qui se battent au-dehors, les mêmes coups, les mêmes procès et les mêmes prisons.

Pour soutenir la lutte des migrants, des manif s'organisent au pied des centres de rétention. Fin mai, les détenus du centre de rétention provisoire du corso Brunelleschi se sont révoltés pendant plusieurs jours avec la solidarité active de nombreuses personnes, qui ont accouru sur les lieux pour affronter la police appelée pour réprimer la révolte. Affrontement disproportionné mais qui a au moins eu le mérite d'avoir plus de poids politique que quelques injonctions verbales scandées ou écrites sur du papier propre, adressées à des politiques dont on sait par avance qu'ils ne répondront jamais à notre soif de justice. Cela a au moins le mérite d'être clair: mettons à bas ces prisons, personne ne le fera à notre place.

Aujourd'hui, à Turin, les migrants meurent pour avoir essayé de survivre. Ils meurent



rent sous les coups d'une légalité qui s'impose à coup de flics, qui condamne à la marginalité et à la clandestinité. Qui impose la précarité dans les chantiers d'un « Turin qui ne s'arrête jamais », mais où l'on meurt là aussi. Turin a décidé de préparer les Jeux olympiques par une gestion « à la far west » de la conflictualité sociale.

La cité doit apparaître apaisée en vue de ces jeux, et l'on cache la crise économique et l'exclusion sociale de plus en plus flagrante. Cette militarisation de l'espace public fait aujourd'hui des victimes dans la communauté immigrée, demain les victimes se compteront chez tous les pauvres. L'action répressive ne s'arrêtera pas là.

Si l'on expérimente aujourd'hui des formes de contrôle social à haut contenu de violence sur les immigrés, c'est que c'est plus facile. Et si nous résignons face au fascisme rampant, qui montre de plus en plus vrai visage, nous serons tous ses victimes. Il ne s'agit pas, ici d'erreurs tragiques mais du prix à payer face à une politique assassine, au travers de laquelle les personnes ne sont que des esclaves à exploiter et à terroriser.

En deux semaines, trois morts à Turin. Le 10 mai, Mamadou Diagne, Sénégalais, se noie dans le Po en essayant d'échapper à une opération policière. Le lendemain, Cheik Ibra Fall, Sénégalais, est tué à bout portant d'un coup de pistolet lors d'un contrôle antidrogue. Le 25 mai, Ewemade Steve Osakue, Nigérien, tombe de la corniche du troisième étage de l'immeuble où il se trouvait avec sa compagne en tentant d'échapper à la violence de policiers qui faisaient irruption dans chaque appartement à la recherche de sans-papiers. Trois victimes des contrôles...

Alors, on manifeste et on se gargarise d'un : « Vous paierez cher, vous paierez tout. » Et puis on se compte, et enfin on se dit qu'on n'est pas assez nombreux pour un affrontement symbolique avec les forces de l'ordre. Il est peut-être temps de penser la société en anticipant ces dynamiques. Il est peut-être temps de penser enfin que leur pseudo-démocratie est déjà morte, que l'alternative de gauche au capitalisme, ça fait un siècle qu'on n'en a rien vu. Et qu'il est fort possible que le fascisme puisse de nouveau gagner la partie. Il faut donc d'ores et déjà envisager de le combattre frontalement. Serons nous prêts ? M.



Solidarité avec les antifascistes allemands

LES « LANDESVERBAND » du NPD (associations régionales d'extrême droite) du Saarland et Rheinland-Pfalz avaient annoncé qu'ils tiendraient des stands de propagande dans de nombreuses villes le samedi 4 juin. Ces actions visaient à préparer les élections qui se dérouleront en 2006 dans le land du Rheinland-Pfalz où le NPD pense avoir « de bonnes chances » d'avoir des élus.

À Kaiserslautern, le stand de propagande tenu par le NPD au centre-ville a été attaqué. Une quinzaine de militants antifascistes, cagoules, armés de bâtons et de lacrymogènes ont détruit du matériel de propagande, endommagé une camionnette et blessé (légèrement) des membres du NPD. Les antifascistes se sont ensuite dispersés dans les rues adjacentes.

La police interpella peu de temps après une personne en possession de matériel qui laissait supposer sa participation à l'action. Cette personne a été présentée le dimanche 5 juin devant le juge qui a autorisé la détention préventive. Celle-ci a duré jusqu'au soir du 6 juin. Le parquet et la police ont exprimé leur volonté de poursuivre la personne pour « schwerer Landfriedensbruch » (troubles aggravés à l'ordre public). Ceci n'augure rien de bon d'autant plus que le parquet et la police évoquaient « un nouveau type de violence ». Ces derniers semblent avoir été surpris par l'action antifasciste et voudront certainement faire un exemple afin de dissuader les antifas d'avoir recours à l'action directe! Reste à préciser que la police recherche toujours les autres militants ayant participé à l'action, mais pour l'instant sans succès. Une perquisition à néanmoins eu lieu le lundi 6 juin sans pour autant, semble-t-il, aboutir à quelque chose.

Il est à noter qu'à Homburg une action du même genre (le même jour) a visé le NPD. Des militants cagoules ont attaqué une table de presse du NPD en utilisant du gaz lacrymogène, des bâtons et des boules de peinture. L'action a eu le même impact; matériel de propagande détruit, table de presse renversée et militants du NPD blessés.

Suite à cette action, sept personnes suspectées d'avoir participé à l'action ont été arrêtées. Elles seront certainement accusées de troubles à l'ordre public, de coups et blessures et de destruction de biens privés!

Ces actions s'inscrivent dans un contexte où les agressions commises par des militants fascistes ou des personnes adhérant à leur idéologie sont courantes. Pour cela, il suffit seulement de se rappeler que, durant les douze derniers mois, trois meurtres fascistes ont été perpétrés en Allemagne et que pas plus tard que le vendredi 3 juin, dans une petite ville du Brandebourg, une trentaine de nazis ont attaqué une MJC avec des battes de base-ball et des barres de fer. Ils projetaient également d'incendier le bâtiment (occupé au moment de l'attaque) avec des cocktails Molotov!

Olynx

groupe Juillet 1936, Strasbourg

Berlin, Allemagne

Expulsion de Yorck59, un espace libre

DANS LA MATINÉE du 6 juin, comme l'avaient annoncé les autorités, le Yorck59 (projet d'habitation alternatif, voir le Monde libertaire, n° 1388 et n° 1392) a été expulsé à grands renforts de policiers. Pour ses partisans, la matinée avait commencé très tôt, car à partir de 2 heures du matin les actions directes se sont multipliées (tags, rassemblements spontanés, blocage de rue à l'aide de conteneurs enflammés, etc.) dans le quartier de Kreuzberg et de ses environs.

Vers 6 heures du matin après avoir « déplacé » la centaine de personnes qui faisaient un sit-in (depuis minuit) devant le Yorck59, les policiers ont pénétré dans la cour de l'immeuble en forçant la porte. Parallèlement, le SEK (unité d'élite de la police allemande) investissait les toits.

En pénétrant dans la cour, les policiers ont dû faire face à un véritable déluge de pétards, de peinture et autres confettis lancés à partir des fenêtres. Pour entrer dans l'immeuble à proprement parler, ils ont dû dégager l'accès des portes et les scier car elles avaient été soigneusement soudées par les habitants.

Une fois l'accès à la cage d'escalier « libéré », les policiers ont pu monter et forcer les portes du deuxième étage où s'étaient réfugiés les habitants. Ces derniers ont alors été sortis plus ou moins violemment de l'immeuble. À noter que les forces du SEK postées sur les toits ont menacé avec leurs armes de poing, en leur ordonnant de fermer leurs fenêtres, les personnes d'un autre immeuble qui regardaient l'expulsion.

L'expulsion terminée, la journée était loin d'être finie; les actions directes se poursuivant jusque tard dans la soirée. Outre les formes d'action déjà évoquées, on peut souligner les occupations spontanées et surtout le piratage d'une radio locale vers 7 heures (juste après les infos) pendant quatre minutes. Une douce



voix (matin oblige) expliqua entre autres, aux Berlinoises, que « cette expulsion était une véritable saloperie ».

Le site Internet du SPD (sociaux-démocrates) a aussi été piraté et affichait à partir de ce moment-là un soutien total au Yorck59... Dans la même logique, le siège du PDS (communistes) a été tagué pour leur rappeler qu'ils font partie de la municipalité. Plus globalement, tout l'après-midi, la police a été tenue en haleine par de petits groupes d'activistes. Il semblerait également que tout au long de la journée les forces de l'« ordre » aient été appelées à intervenir sur des délits qui n'ont jamais existé, ceci aurait eu pour résultat un certain agacement de leur part! Il reste à préciser que la police a réprimé de manière assez violente les différentes actions et qu'il y a eu un certain nombre d'arrestations.

À 18 heures a eu lieu une grande manifestation qui a rassemblé quelque 3000 personnes. À la suite de cette manif, en fin de soirée, plusieurs centaines de personnes se sont dirigées devant un immeuble de la Oranienstrasse qui a été occupé. La police, présente en grand nombre, s'est livrée à des interventions très violentes, notamment contre des journalistes qui étaient présents.

On voit bien qu'en expulsant le Yorck59, les autorités sont loin de s'être débarrassées des « espaces libres ». Par le nombre important d'actions et d'initiatives, les sympathisants du Yorck59 et plus généralement la gauche autonome ont montré leur volonté de défendre les espaces libres malgré la répression.

Des liens ont également été tissés avec d'autres villes où des projets d'habitations semblables (des squats, centres autonomes, centres sociaux) sont également menacés d'expulsion. Cela s'est traduit dans les faits par des actions de solidarité dans un certain nombre de villes (Hamburg, Köln, Göttingen, etc.). Les sympathisants du Yorck59 se sont également réjouis des témoignages de solidarité venant d'autres pays et notamment sur indymedia (www.de.indymedia.org) où ils ont été très nombreux.

Les squats, les projets d'habitation alternatifs ou centres culturels et politiques autonomes participent d'une même logique; essayer de construire des lieux de contre-pouvoir et y mettre en pratique des idées autogestionnaires. D'une part, ils servent de lieux de rencontre au sens large et, de l'autre, il s'y développe des activités politiques et culturelles (concerts, théâtre, projections de films, etc.), c'est-à-dire une certaine forme de contre-culture.

C'est bien parce que ces espaces jouent un rôle important pour la mouvance autonome qu'ils doivent faire face à la répression. Le pouvoir ne s'y trompe pas, ces espaces font peur. Ils sont autant de grains de sable dans une machinerie bien huilée. C'est pour cela que les différents centres autonomes ou espaces libres ont toujours dû faire face aux expulsions, et cela ne changera certainement pas de si tôt.

Olynx

groupe juillet 1936, Strasbourg

Appel pour la création d'une mutuelle des sans-tickets

Sans-tickets de tout poil, par nécessité ou par revendication, depuis 2000, le RATP – Réseau pour l'abolition des transports payants – s'est saisi de la revendication des transports gratuits pour toutes et tous et a essayé de la faire vivre, en la nourrissant de réflexions, de débats et d'actions concrètes, toujours dans un sens de rupture avec les logiques aliénantes et oppressives du capitalisme et de l'État.



LORSQUE QUE L'ON COMMENCE à réfléchir sur l'organisation des transports, on s'aperçoit vite que la justification des transports payants n'est absolument pas économique, mais d'abord politique: les transports payants sont, par divers biais, un instrument privilégié de contrôle social, ce qui signifie dans une société capitaliste et étatiste, un instrument d'« apartheid social ». Le ticket de transport est le prétexte à toutes les polices: police des étrangers, des pauvres, des jeunes, des militants et militantes, des révoltés, etc.

Aujourd'hui, nous constatons d'un côté que le discours sur les transports gratuits pour toutes et tous est souvent compris, intégré et vécu par des usagers et usagères, voire par certains salariés des entreprises de transport. Les élu.e.s, lorsqu'ils ou elles ne sont pas bouchés, tentent d'y faire face en réorientant la revendication vers une « gratuité-charité », c'est-à-dire réservée à celles et à ceux que l'on catégorise comme victimes d'un système dans lequel le but demeure la sempiternelle « réinsertion ». Cela donne généralement des systèmes d'allocations complexes et coûteux,

répressives nouvelles depuis 1999, et tout particulièrement les lois Jospin (LSQ de 2001), Sarkozy (LSI de 2003) et Perben (I et II de 2002 et 2004). Résultat pour les transports en commun: c'est jusqu'à 7 500 euros d'amende et jusqu'à six mois d'emprisonnement qui attendent le sans-ticket qui a le malheur de s'être fait verbalisé plus de dix fois sur une période de douze mois (sans avoir pu régler les amendes).

Ces lois répressives sont bel et bien appliquées, puisqu'à ce jour on peut estimer à plus de 8 000 les dépôts de plainte pour délits de fraude habituelle (dont 5 000 par la SNCF sur toute la France, 2 000 par la RATP en Ile-de-France, et 1 000 cumulés sur tous les autres réseaux urbains: Marseille, Lyon, Orléans, etc.), ayant conduit à plus de 2 700 jugements déjà rendus, dont grosso modo un tiers de peine de prison ferme, un tiers de peine de prison avec sursis et un tiers de « simple » amende ou rappel à la loi.

Pour l'Ile-de-France en particulier, et en croisant toutes les données, on peut estimer un rythme mensuel de:

– 430 dépôts de plaintes (180 SNCF et 250 RATP);

– 125 jugements rendus (50 SNCF et 75 RATP) dont 45 amendes, 45 prison avec sursis et 35 prison ferme.

Face à cette répression comme à d'autres, l'action individuelle est vouée à l'échec, et seuls des outils de résistance et de lutte collectifs et solidaires permettront d'offrir une perspective concrète et efficace. Pour répondre à cette évidence, le RATP s'est interrogé sur les mutuelles de sans-tickets dont on apprend l'existence ici et là, plus particulièrement chez nos voisins scandinaves (Finlandais d'Helsinki, Suédois de Stockholm ou Göteborg). Le principe est simple: on cotise à une mutuelle qui prend ensuite en charge le paiement des amendes auxquelles on n'a pas pu échapper.

Après avoir réfléchi à comment ne pas faire de cet outil une simple assurance, qui finirait par générer un contre-modèle de transports payants (basé sur le prix de l'amende et non plus du ticket!), le RATP a élaboré un projet de mutuelle, clairement rattachée à la revendication des transports gratuits pour toutes et tous, et vous invite à une assemblée générale le lundi 27 juin 2005 au CICP (21ter, rue Voltaire, Paris 11^e) à 20 heures, pour en débattre et si possible jeter les bases d'une mise en œuvre effective.

Pour préparer cette AG, vous trouverez sur notre site: <http://ratp.samizdat.net>:

– une annexe sur l'exemple finlandais (texte en anglais);

– une annexe sur l'exemple suédois;

– une annexe sur ce pourraient être un préambule déclaratif des Statuts et un règlement intérieur du type de mutuelle que nous aimerions susciter. Nous lui avons donné un nom provisoire – MURA – simplement pour nous la rendre plus présente, et exciter l'envie qu'elle voie le jour.

Le RATP

Contact: gratuit@samizdat.net

Mais que font les chercheurs « révoltés » ?

Dans le *Monde Libertaire*, n° 1375, j'avais dressé un état de la situation des jeunes chercheurs à partir du Rapport sur les conditions de travail illégales de ces jeunes chercheurs (<http://cjc.jeunes-chercheurs.org>). À cette occasion, j'avais écrit : « En France, le jeune chercheur est financé par une bourse qui est actuellement attribuée en fonction du sujet retenu et pour une durée déterminée (trois ans). C'est là actuellement que se situe un problème important : le nombre d'allocations de recherche (ces bourses) est fonction des universités et des disciplines. » Or j'ai malheureusement amalgamé les termes de bourse et d'allocation de recherche, souvent utilisés l'un pour l'autre. Ainsi, si comme je l'ai écrit, certains doctorants ou post-doctorants sont financés par des bourses ou libéralités, d'autres à l'université sont financés par des allocations de recherche qui constituent presque un vrai salaire.

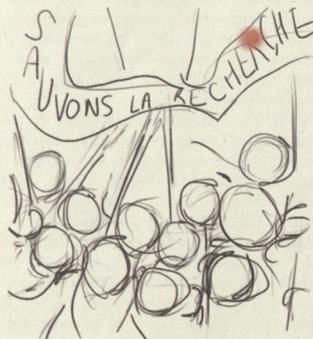
Gwenolé Kerdivel

CETTE DIFFÉRENCE est significative : en effet, le titulaire d'une allocation de recherche est considéré comme agent contractuel de l'état bénéficiaire du régime général de Sécurité sociale (CDD renouvelable 1 an), alors que le titulaire d'une bourse (ou libéralité) doit se débrouiller en contractant une assurance personnelle, s'il ne relève pas du régime obligatoire de la Sécurité sociale. En ce qui concerne le doctorant non financé, il est couvert par la Sécurité sociale étudiante ou par la CMU et ne peut prétendre à aucune allocation chômage pour cette activité (à la différence du titulaire d'une allocation de recherche, par exemple). La situation est donc particulièrement défavorable aux non financés, qui sont sciemment marginalisés. De plus, il existe une véritable disparité au niveau des allocations de recherche disponibles, comme je l'ai déjà écrit, entre les sciences exactes et les sciences humaines et sociales (en 1999, il y avait 41 % de thèses soutenues financées en sciences humaines pour 90 % pour les sciences exactes!).

Au moment de la publication de cet article, les médiatiques États généraux de la Recherche mettaient à disposition sur Internet leur rapport rendu au ministre concerné le 10 novembre 2004 (<http://cip-etats-generaux.apinc.org/>). Ce rapport fait suite à l'appel « Sauvons la recherche ! », lancé le 7 janvier 2004 et qui reçu bien vite un très large soutien. Dans les universités, se sont tenues des assemblées générales de chercheurs et d'étudiants pour organiser le mouvement. La volonté du mouvement était d'établir un débat national sur la recherche. Cependant, cette volonté a été court-circuitée par le gouverne-

ment, en la personne du ministre de la Recherche, qui proposait alors ses propres assises de la recherche. De fait, au lieu de maintenir ses ambitions jusqu'au bout, le mouvement des chercheurs se rallia, à l'initiative de quelques-uns, au débat du ministre, et le gouvernement pouvait se satisfaire d'avoir chapeauté le mouvement des chercheurs, qui, un instant, lui fit peur (et peut-être perdre les élections régionales). Ce chapeautage d'ailleurs se ressent très largement à la lecture du rapport des états généraux de la recherche.

Pour commencer, il faut préciser que ce rapport propose, dans sa troisième partie, des revendications immédiates, plutôt d'ordre syndical, en vue de panser des plaies trop longtemps ouvertes. Pour revenir au cas particulier des jeunes chercheurs, le rapport insiste à nouveau sur leur rôle dans le système de recherche. En vue de résorber la précarité des doctorants, il est proposé un CDD, basé sur les actuelles allocations de recherche. Pour atténuer le problème des thèses non financées, l'augmentation des allocations de recherche est préconisée, notamment en sciences humaines. Malgré tout, le rapport préconise des mesures suffisamment dangereuses pour être signalées : d'abord des entretiens entre le laboratoire et le candidat à un doctorat (avec comme dérapage facile les risques et excès rencontrés lors d'entretiens d'embauche en entreprise). Ensuite, il est envisagé la mise en place « d'outils de suivi » pour que l'école doctorale (structure encadrant les thèses au sein de l'université actuellement) puisse s'assurer « que les doctorants s'impliquent dans la réalisation de leur projet », car c'est bien connu et évident la majorité des doctorants



Gwenolé Kerdivel, Liaison FA Janzé-Retiers-Châteaubriant.



son des branquignols fainéants, le problème ne résidant pas du tout dans le fait que beaucoup travaillent à côté pour survivre. Le troisième, et non des moindres, est l'élargissement des écoles doctorales à des « représentants du secteur privé » (p. 60)!!! Quant aux post-doctorants, il est envisagé « d'améliorer » leur statut par la création de contrats de « chercheurs ou enseignants-chercheurs associés » d'une durée de deux ans. Ces propositions témoignent finalement bien de la dualité de ce rapport.

Tout d'abord, si ce rapport présente de nombreuses lacunes, il faut tout de même lui reconnaître la place qu'il accorde à la société et à la diffusion du savoir. Parmi les bonnes choses, il y a cette phrase « Revendiquer l'autonomie scientifique revient alors à affirmer que la production du savoir est une œuvre collective, alimentée notamment par les débats scientifiques qui se développent sans cesse dans le monde des chercheurs. Cette autonomie a pour contrepartie l'acceptation par les acteurs de la recherche d'une évaluation interne rigoureuse de leurs travaux » (p. 15). Il y a aussi l'affirmation que la connaissance scientifique est un bien public laïc et que par conséquent sa diffusion doit être la plus large possible. Ce postulat a déjà été salué par G. Lecointre dans le *Charlie Hebdo* du 29 septembre 2004 dans un article où il précise le « bras de fer feutré » entre les comités locaux qui réclamaient « la prééminence de la liberté de la recherche moyennant son évaluation rigoureuse » et la présidence de leur mouvement qui privilégiait la « rentabilisation à court terme de la recherche ». Finalement, à la publication définitive du rapport, il semble que les premiers aient largement perdu face aux seconds.

En effet, ce rapport tombe dans un travers simple, résumé dès les premières pages, par ces phrases : « trois stratégies de réformes sont envisageables : la première est de repartir de zéro, de faire table rase du passé et de rebâtir de toutes pièces un nouveau système "idéal" ». Cette démarche est à l'évidence illusoire et elle ne peut conduire qu'à l'impuissance et à reporter aux calendes grecques les premières réformes effectives » (p. 13). En

clair, ce rapport propose de réformer (mot décidément à la mode) le système sans autre remise en cause, en vue notamment d'assurer la compétitivité de la recherche française vis-à-vis des autres nations ! Cette logique compétitive est d'ailleurs des plus étonnantes de la part de personnes qui affirment le principe de bien public de la connaissance scientifique. Y aurait-il alors plusieurs publics en fonction des nations ?

Par conséquent, il ne reste plus qu'à considérer ce point de vue comme une façon de ménager la chèvre et le chou au sein d'une société construite sur des bases capitalistes, que beaucoup, et même les chercheurs, utilisent comme repères indiscutables ! Par conséquent, cette conception démontre bien le problème principal de ce rapport : l'absence d'une philosophie du monde claire et précise.

En effet, bien que le système actuel soit la cause unilatérale de la situation actuelle de la recherche, il est hors de question de le remettre en cause. Il est indéniable que ce manque est sciemment voulu par quelques personnes. Cet objectif réformiste du monde n'est d'ailleurs pas sans rappeler celui d'associations comme ATTAC et s'inscrit véritablement dans une conception d'un capitalisme raisonné et humanisé.

De plus, ce rapport accorde une grande place à une « nouvelle » organisation de la recherche, pyramidale et bureaucratique, avec une place prétendue importante des chercheurs et de la société, formant la base. Par exemple, il suggère la création d'un ministère de la Recherche, de l'Enseignement supérieur et de la Technologie, la consolidation du Haut Conseil de la science (HCS), la création d'un Comité d'évaluation des opérateurs de la recherche (CEOR), d'un Conseil européen de la recherche (CER), d'un Comité de financement des projets scientifiques (CoFiPS) et aussi de Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) ! Toutes ces structures sont là bien sûr pour « redonner l'initiative scientifique aux entités de base effectuant cette recherche » (p. 40) !

Par ailleurs, ce rapport accorde une place essentielle à la sphère privée en insistant sur les objectifs d'innovation dont doivent s'emparer les entreprises, sans discuter une seule fois sur cette notion d'innovation, justement. Il propose aussi que la coopération public-privé puisse « s'appuyer sur la responsabilité sociale des entreprises dans le secteur d'activité concerné (par exemple, l'industrie pharmaceutique vis-à-vis des maladies infectieuses, EDF vis-à-vis des énergies renouvelables, etc.) » (p. 21). Je ne sais pas ce qu'en dirait le mouvement des chercheurs, mais

n'est-ce pas plutôt cette hypothèse de responsabilité sociale des entreprises qui est illusoire ? À cela, il faut ajouter que le rapport palabre de manière particulièrement floue sur la question du partenariat public-privé de telle sorte que l'on peut très bien comprendre que face à l'abandon de programme de recherche privé, faute de bénéfices à court terme, le secteur public prendra ce programme à sa charge (p. 22) !

Pour conclure, il est nécessaire de souligner que ce rapport représente un décevant statu quo entre une conception sociale et une conception marchande de la recherche. Il est surtout un nouveau témoin de la façon dont un mouvement populaire a pu très facilement être récupéré par une minorité dirigeante, qui lui a ôté toute tendance subversive. Les fautifs ? Les chercheurs eux-mêmes qui ont laissé leur pouvoir entre les mains de quelques-uns et qui n'ont pas réussi à maintenir l'aspect inter-corporatif de leur mouvement. Des chercheurs qui n'ont pas une fois envisagé la voie de la révolution et dont la colère canalisée et balisée ne sert plus que cette phrase conduisant l'avertissement du rapport : « La sagesse politique voudrait que les conclusions du document soient prises en compte par le gouvernement ».

À la lecture rapide du projet de loi d'orientation et de programmation de la recherche et de l'innovation (LOPRI), dans une version datée du 7 janvier 2005, on peut d'ores et déjà constater que l'ex-gouvernement Raffarin, comme on pouvait s'y attendre, n'a retenu du rapport des états généraux que ce qui rentrerait dans une logique capitaliste de service aux entreprises et à la croissance. Ainsi, dès l'exposé des motifs, en page 2, le ton est donné : « Favoriser le développement de la recherche aujourd'hui, c'est préparer la croissance des années 2010, 2020 et au-delà : une croissance plus forte, plus durable, plus riche en emplois. C'est aussi contribuer à l'avènement d'un monde plus ouvert, mieux équilibré, que ce soit en matière de risques et de dommages environnementaux, culturels ou économiques. C'est enfin permettre aux Français et aux peuples de la planète de trouver dans les ressources du progrès les jalons d'une vie plus longue, et en meilleure santé » !

Face à ce projet de loi, dans lequel une partie, nous l'avons dit plus haut, des chercheurs ne se reconnaît pas, le mouvement Sauvons la recherche tente de protester, mais ces contestations restent à l'écart des médias, à la différence du conflit de 2004. Peut-être, a-t-il perdu une partie de ses troupes satisfaites des « avancées » de ce projet de loi ? Finalement, le mouvement, par son rapport bâtarde, n'a-t-il pas livré au gouvernement le bâton pour se faire battre ? Et qu'en est-il de cette menace conduisant l'avertissement du rapport des états généraux ?

G. K.

Source : ministère de l'Éducation nationale, 2001

Religions

badinage et liens sacrés



« J'ai l'honneur de ne pas te demander, ta main...
Te marie pas, ne vote pas ». Ainsi chantaient
Georges Brassens et Léo Ferré.

Les anarchistes se sont toujours méfiés des liens « sacrés
ou civils » du mariage et, ceci, indépendamment du droit
à l'égalité entre homosexuels et hétérosexuels.

En effet, nous rejetons ce que ces termes impliquent de
domination d'un individu sur un autre. Outre ce petit rappel, et
quoi qu'on en pense, deux militantes

d'Act-Up avaient résolu de célébrer un simulacre de mariage
lesbien à Notre-Dame-de-Paris, le dimanche 5 juin dernier.

Leur objectif était de protester contre les positions
de l'Église catholique au sujet du mariage entre
personnes homosexuelles.¹ Grand mal leur en a pris :
après quelques échanges verbaux,

elles ont été victimes de fausses accusations de violence
de la part d'un prêtre, et les voilà aujourd'hui
menacées de mort par des associations intégristes
catholiques, via le site Internet de l'association.

Nous proposons la version des calotins,
celle d'Act-Up et la nôtre.

Patrick Schindler

Réactions de « papa, maman » et de la bonne du curé

Le collectif catholique baptisé « Papa, maman
et nous » a condamné, dans un communiqué
de presse, les violences physiques et verbales
proférées par Act-Up ce jour-là et a répondu :
« Oui à la famille, non à l'homofolie ». Il
dénonce encore « les appels à la haine, contre
la famille, contre l'Église et contre la morale
catholique ne sont pas acceptables et appel-
lent une réponse ferme de la Justice ». Le col-
lectif assure de son soutien Patrick Jacquin,
recteur de la cathédrale (soi-disant) agressé,
et trouve « inacceptables les injures catho-
phobes et contraires à la loi divine, à la loi
naturelle, et au simple bon sens ». Enfin, ce
collectif regrette le manque de réaction offi-
cielles, sinon « celles de l'UMP et du FN »...
avant de renvoyer les internautes sur son site,
véritable tribunal condamnant la lutte contre
l'homophobie et dénonçant, entre autres, « la
manne financière provenant du Sidaction ».

Un cercle paranoïaque et vicieux

Un autre collectif intégriste déconseille à ses
oiuaillesles de protester directement sur le site
d'Act-Up car « leurs courriels seront détour-
nés par l'association qui a pour but de se vic-
timiser ». Il reproduit les propos que le prêtre
(soit-disant) agressé a adressé à l'AFP, après les
événements :

« Il y a eu une manifestation dans la
cathédrale, c'étaient des sauvages. J'ai été mis à
terre et piétiné, frappé par derrière à la base du
cou, c'est scandaleux de s'en prendre à moi et
au pape.² Cette bande musclée a envahi la
cathédrale [...], je porte donc plainte contre
ces actes barbares, odieux et scandaleux. Ce
simulacre a violé, dans sa conception, les dis-
positions de la loi de 1905, notamment en
matière de liberté religieuse [...], il s'agit
d'une incitation à la haine raciale et reli-
gieuse. »

Le collectif ajoute : « De nombreux chré-
tiens s'étaient déjà émus en début d'année des
actions du groupe des Panthères roses, un



« réseau de pédégouines énervées par l'ordre moral, le patriarcat, le sexisme, le racisme, le tout sécuritaire, les régressions sociales. » [...]

« Or, ce groupe de pression, qui ne représente qu'une pratique sexuelle, viole les règles séculaires de l'Église catholique, et ce, par la force et la perversion » (sic) « laisserons-nous envahir nos lieux de cultes et nos offices au nom de la « fin de l'ordre moral », etc.

Le collectif conclut en demandant d'envoyer un courriel de soutien au prêtre et de demander au ministre de l'Intérieur et des Cultes, de mettre fin aux « activités extrémistes d'Act-Up, grassement financées par le ministère de la Santé ».

Pour sa part, Act-Up a tenu à rappeler son activité non violente depuis plus de quinze ans et dément les accusations d'avoir passé à tabac



le prêtre Jacquin ou les cinq vigiles de Notre-Dame, ni même d'avoir interrompu la messe, puisque lors de leur intervention les touristes avaient déjà envahi l'église. Il faut bien gagner sa vie!

Les intégristes ont la mémoire sélective

Que penser de cette histoire? Ce qui nous vient en premier lieu à l'esprit est de regretter l'exploitation médiatique que ne manquera pas de susciter ce non-événement. Celui-ci ne va-t-il pas desservir la cause d'une association dont le premier but est de se battre pour le droit au respect pour toutes les personnes vivant avec le VIH, qui lutte également pour défendre l'accès aux soins pour les étrangers, les toxicos et toutes les personnes victimes de précarité?

D'autre part, les cathos sont gonflés. Ils ont recours au soutien d'associations intégristes, alors que ces dernières sont connues pour leurs positions radicales contre l'avortement, le droit à la différence sexuelle et à l'euthanasie. Mais, surtout, nous n'ignorons pas, en tant que militants pour le choix, le comportement haineux et franchement violent des nerfs de l'extrême droite qui les accompagnent, lors de leurs prières faites à genoux en pleine rue. Leurs alliés fascistes n'hésitent pas, eux, à « vraiment » agresser nos militants, sous l'œil impassible, pour ne pas dire complice, de la police. Leurs actes sont bien éloignés de la parodie ou du déguisement festif et irrévérencieux. Mais, SOS tout-petits ne parle pas, dans ce cas, de respect de la loi de 1905...

De toute façon, cela va dans le sens de notre analyse. En effet, les seules lois auxquelles les anarchistes peuvent se dire sensibilisés (pro-avortement, décriminalisation des homosexuels ou contre la peine de mort) ne sont que le résultat de longues luttes. Si les lois pouvaient changer la vie, ça fait longtemps que les anarchistes voteraient! Or, nous savons que seule la lutte sociale paye. No pasaran!

P. S.

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

1. Il semble légitime de se poser la question de savoir pourquoi cette initiative n'a pas également été tentée dans les lieux de culte des autres religions, après tout, les cathos n'ont pas le monopole de l'intégrisme ni de l'homophobie.

2. L'expression est prétentieuse, quand j'étais à l'école on m'a appris qu'il ne fallait jamais se citer en première position dans une phrase, mais peut-être suis-je réac?

Faits d'armes en terrain social



Photos de Gilles Larvor (ci-contre et page suivante).

François Candebat

L'ALERTE n'a plus de raison d'être, la soumission est érigée en mobilisation générale. Nous envoyons toute une génération vers le casse-pipe avec un zèle que les poilus n'ont pas connu. Les îlots de résistance implorent. La machine de guerre est huilée de bas en haut. Les crève-la-faim sont les premiers à exiger l'union sacrée. La situation n'est plus désespérée: elle est neutralisée. Seuls quelques-uns ont l'intelligence du fou, ils sautent du navire, mais pour aller où? Pour seules bouées de sauvetage, des barreaux de prison.

Fatima, 16 ans, est fière. Elle a trouvé un boulot dans une boulangerie de luxe du VI^e. Elle y fait des sandwiches pour les intellectuels de la rive gauche qui préparent la prochaine rentrée littéraire. Son patron est content d'elle. Elle a tout compris du jambon-beurre: une tranche fine avec un minimum de beurre. Il n'y a pas de petite économie. Puis les économies, elle connaît: en 16 ans, c'est la première fois qu'elle prend le RER pour se rendre à Paris.

Anong, 19 ans, est au bord du gouffre. Son formateur n'a plus de mots pour m'expliquer son calvaire. Elle n'a qu'une idée en tête: rentrer en Thaïlande, fuir cette ordure qui lui a promis amour et prospérité pour ne lui offrir une fois en France que mandales sur mandales. Une aide traficotée pour son billet d'avion, sans trop savoir si sa famille l'accueillera à bras ouverts à son retour.

Diambi, 17 ans, doit trouver une solution. Depuis qu'elle a accouché, son enfant est de trop. L'appartement est trop petit. Ils ont vidé la cave de l'immeuble, humide et en terre battue, pour qu'elle puisse découvrir les joies de la maternité.

Stéphane, 23 ans, n'a pas pu intégrer la formation de carreleur de l'AFPA. Cela faisait huit mois qu'il l'attendait. Il y était enfin accepté. Mais le jour de la convocation, les flics sont venus le mettre en garde à vue. Depuis qu'il a fait six mois de prison pour trafic de stupéfiants, à chaque incident dans sa cité, il se retrouve menottes aux mains, attaché au radiateur. Vous avez beau expliquer les circonstances aux formateurs, ils vous répondent que la liste d'attente de ceux qui espèrent le moindre désistement est longue.

Ce tableau noir n'est pas celui du cancer. Non, on n'y dessine pas le visage du bonheur. On y discerne en négatif les contours d'une société tellement satisfaite d'elle-même qu'elle pourrait se laisser aller à pousser un rot, préoccupée à la seule préservation de ses privilèges. Ceux qui n'y ont pas accès ne sont que herbes folles, que coupent chacun à leur tour politiciens et autres sbires du pouvoir, du ministre au conseiller professionnel de Mission locale, pour faire de notre pays un jardin à la française où rien ne dépasse. Ce serait de mauvais goût.

Oh, tout n'est pas si sombre! Il y a bien ceux qui arrivent d'une manière ou d'une autre à exhiber le polo Lacoste à la Bastille, ou encore sur les Champs, se mêlant, sans quelque incident parfois, à la jeunesse dorée parisienne. Le temps d'un soir, ils nous jouent le mythe de Cendrillon, mais le matin la gueule de bois est bien plus sévère à Sarcelles qu'à Neuilly.

Il y a aussi les invisibles qui ne demandent rien de peur qu'on leur remette la tête sous l'eau. Réflexe pavlovien persistant depuis

François Candebat milite au Claaaash



octobre 1961? Va savoir. Ils font leur bonhomme de chemin avec un goût aigre dans la bouche, celui d'être là sans y avoir été invités. Un regard malveillant dans la rue et c'est toute l'incertitude de leur aventure qui rapplique. Mais Ummul est contente aujourd'hui. Elle vient m'annoncer la signature de son CDI. Elle travaillera chez Ed comme caissière. Son sourire est beau, il est rayonnant. Aujourd'hui, Ummul n'est plus cette jeune Turque venue avec sa mère rejoindre son père avec un simple visa touristique. Elle n'est plus cette jeune fille humiliée dans les couloirs de la préfecture, pendant de longs mois, attendant que le fonctionnaire comprenne enfin que regroupement familial il y a et que cela signifie carte de séjour autorisant à travailler.

La nausée n'est pas loin, mais Ummul affiche son plus beau sourire. Aujourd'hui, elle a une raison d'être ici, de fouler les rues d'une société qui va bientôt la briser encore un peu plus. Elle est caissière. Ah, la valeur travail! Un sésame vers une vie de misère. Son sourire va se faner. Je le sais et je devrais le lui dire. Je le savais bien avant cette journée: c'est moi qui l'ai orientée vers cette formation. Je savais que si ce n'était pas « employée libre-service », ç'aurait été « agent de nettoyage ». Je l'ai laissée partir avec son sourire, sa beauté d'un jour, ai bien noté son CDI dans la base de données pour les statistiques et suis allé m'intoxiquer les poumons. J'aurais voulu me vider les tripes, mais c'est la routine. C'est mon quotidien.

Ce quotidien, c'est la guerre sociale. Une guerre sans nom, sans bruit. Sans victimes, ou peut-être à l'occasion des vauriens... Et je suis du mauvais côté. Pourquoi? Pour un salaire. Pour pouvoir me payer un resto avec les copains. J'en pleure. Le plus souvent j'arrive à me le cacher, il faut bien. Pourquoi risquer l'ulcère quand tout le monde feint la réalité?

J'ai passé mon enfance à ouvrir grand les yeux, à découvrir le monde que j'allais bientôt conquérir. Me voilà adulte et des œillères pour que les jours passant glissent d'eux-mêmes. La pilule du bonheur comme aboutissement de nos sociétés modernes. Il faut bien.

C'est tellement facile. « Les dispositifs qui me sont donnés par l'état ne me permettent pas de répondre favorablement à vos demandes. Il se trouve que vous ne correspondez pas aux critères – aux cases – décrétés par ma hiérarchie. Voyez-vous, vous ne crevez pas suffisamment la dalle. » Ou encore. « Votre mari vous a violée? Vous recherchez un logement d'urgence pour vous et votre bébé? Sachez, madame, qu'il n'est pas prévu de logement pour une femme et son enfant. Au revoir, madame, et tenez-moi au courant de l'évolution de votre situation. Je m'appelle François Candebat, voici mon numéro de téléphone. » Et le soir, je dois tenter de m'endormir.

Tous les jours ne se ressemblent pas. Il en est de plus acceptables. Puis j'ai ma vie que je protège contre tout. La survie, ça ne se calcule pas. Je regarde le jeudi soir ma série préférée sur Canal +. Je milite aussi à la Fédération anarchiste. Ça compte, non?

Vous avancez, une tranchée après l'autre, chacune vous laisse un peu plus hébété à chaque fois. Mais vous êtes encore là. Ce n'est pas rien. Dans cette boucherie, votre armure tient bon. Des lézards apparaissent ici et là, mais vous êtes encore entier. Vos angoisses? Vous les enveloppez dans la banalité. J'y suis arrivé hier, pourquoi je n'y arriverais pas aujourd'hui? Du coup, vous baissez la garde, préférant l'habitude à l'inconfort. Vous êtes alors à deux doigts de vous trahir vous-même. L'irréparable vous tend les bras. À côté, les sirènes feraient pâle figure. Le renoncement a ses vertus.

Mais il y a la vie aussi. Celle que vous ne regardez plus que du coin de l'œil. Elle vient vous planter d'un coup de poignard salubre.

Hakim m'explique depuis maintenant une vingtaine de minutes ses doutes. Plus je l'écoute, plus je me dis que j'aurais dû fermer ma belle gueule. Qu'est-ce qui m'a autorisé à le mettre au pied du mur? « Trois mois au sein de la Mission locale, votre projet devrait déjà être défini! » Et lui qui continue à se livrer. Il voudrait vraiment reprendre le restaurant de son père. C'est toute sa vie ce restaurant, pour son père venu de Tunisie il y a quarante ans. Mais

Hakim, c'est la mécanique qui l'intéresse. Avec les boulons et les pistons, il se sent bien.

Il avait les cartes en main. Par contre, moi, j'étais comme perdu dans mon bureau, sans trop savoir pourquoi. Le samedi qui a suivi, il y a eu un test-match opposant l'équipe de France aux All Blacks. Il va sans dire que nous avons perdu, le contraire aurait étonné, mais je me suis mis à pleurer. Plus je pleurais, plus je me sentais ridicule, jusqu'à ce qu'un souvenir ressurgisse: mon père m'accompagnant à l'entraînement des poussins du club de rugby.

Jésunème a les épaules solides, pourtant. Mais ce coup-ci elle craque. L'idée que dans trois mois elle puisse se trouver sans logement la terrasse. Rien n'est fait mais son angoisse est plus forte que tout. Ses vannes s'ouvrent, je ne peux rien contre les flots qui se déversent. Mon administration est impuissante...

Je suis là avec elle en plein milieu du champ de bataille. Il n'y a pas vraiment d'échappée possible. J'ouvrirais bien une lucarne dans ce décor macabre, mais personne pour me souffler la réplique. Je suis là face à elle et, l'espace d'une seconde, les larmes me montent. Je réfrène aussitôt. J'aurais voulu la serrer dans mes bras et pleurer avec elle. Mais c'est été un acte de désertion! Je suis un soldat, on attend de moi la posture adéquate. Je m'y suis plié. Je n'oublierai pas pour autant cette seconde où j'ai frisé le flagrant délit de compassion. C'est nouveau. Mes amis ne me reconnaîtraient pas. Je n'avais alors à la bouche que ce « je ne sais pas quoi te dire ». Des mots qui résonnaient comme une sentence. J'ai appris à me taire.

Le militant révolutionnaire ne peut pas être fataliste, m'a-t-on dit. Tout s'explique, chaque problème a une solution. Sûrement. Je voudrais le croire, mais les réitations me fatiguent, les biscoteaux idéologiques me font rire et les travers autoritaires m'insurgent. Et si chaque solution était un problème? Peut-être alors que nous commencerions à regarder autrement, sans lâcheté. Les cache-sexes et autres attitudes du militant révolutionnaire me laissent froid.

Chacun se vautre comme il peut. Il ne faut pas nous en demander plus. Bien sûr, nous pourrions causer autour d'une table, élaborer ensemble nos rêves. Chacun garde une part d'utopie au fond de lui. Les possibles sont là pour peu que l'on se donne la peine de les retrouver. Bien sûr. Mais c'est compter sans les solidarités qui, quand elles existent, s'entrechoquent entre-elles. Chacun veut sa part du gâteau, aussi maigre soit-elle. Et je n'ai pas le cœur à juger, il n'y a rien à en redire.

Nouredine m'expliquait que lui était Français. Bon, d'accord, il a vécu quinze ans en Algérie, mais il est né en France. Alors? « Ben, j'ai droit, plus que les autres, à toutes les formations... Et les aides aussi. »

J'apprends aujourd'hui que notre conseil d'administration veut nous sucrer notre troisième mois. J'espère que les collègues bougeront cette fois. Après tout, c'est de salaire qu'il s'agit.

F. C.

Décroissance

L'horizon dépassable du capitalisme

Jean-Pierre Tertrais

LES PREMIERS PAS DE L'HUMANITÉ s'effectuent dans l'hostilité des éléments naturels. La Terre ne lui fournit quasiment aucun produit directement utilisable. C'est l'activité économique, c'est-à-dire le travail, qui va permettre à l'homme de lutter contre cette rareté. Au fil des découvertes et des inventions, des besoins nouveaux vont apparaître... et des moyens de les satisfaire. Le développement de ce qu'on appelle les « forces productives » est censé favoriser la marche de l'humanité vers des jours meilleurs, selon un processus irréversible.

L'établissement de rapports sociaux de production fondés sur l'exploitation – le dernier en date étant le capitalisme – ne va pas altérer cette « croyance ». L'intérêt du patronat et celui du salarié semblent, pour beaucoup, s'identifier, et la croissance économique apparaît comme un but commun, surtout après la Seconde Guerre mondiale. Pendant les Trente Glorieuses, pour ce qui concerne la France, l'augmentation des gains de productivité, la « redistribution » assurent une amélioration constante des conditions de vie, du niveau de protection sociale. Même si l'on sait que le système n'a jamais réalisé une redistribution juste des fruits du travail, loin s'en faut : la montée de l'exclusion prouve que la priorité du marché n'est pas le bien-être de l'homme mais l'accroissement du profit.

Mais un piège est en train de se mettre en place. Cette amélioration du niveau de vie, cette « paix sociale » achetée par les dirigeants s'effectue sur le dos des populations du Tiers-Monde absorbées dans la spirale infernale du surendettement, et surtout sur celui des générations futures par l'épuisement progressif des ressources naturelles et les perturbations de plus en plus graves des équilibres complexes des écosystèmes. À de rares exceptions près, tout le monde ferme les yeux, fasciné par le clinquant de la technologie, anesthésié par un confort illusoire, aveuglé par l'élévation du PNB, impératif majeur et seul critère de juge-

ment. L'équation « plus = mieux » symbolise le progrès... à l'occidentale. Face au mirage de la « domination prolétarienne des forces productives », la politique de l'autruche multiplie ses adeptes.

Maurice Joyeux écrivait dans la Rue : « Il (le prolétariat) croit d'ailleurs à une évolution continue de sa condition, assurée par le développement des techniques, et il craint en même temps qu'un incident freine ou détruise cette évolution continue. Il est pour l'immobilisme, excepté dans le domaine de la science, de la technique, car cet immobilisme économique, politique et social lui garantit le développement harmonieux de ce jouet technique dont il attend tout. »

Servie par l'impératif de vitesse et de productivité qu'impose la « modernité » capitaliste, la sacralité du progrès technique modifie notre rapport au temps, à l'espace, à l'environnement, bouleverse notre imaginaire social. Insensiblement, de découverte scientifique en prouesse technique, s'opèrent la concentration du capital, la centralisation des lieux de pouvoir, la mécanisation de la vie, l'artificialisation des milieux, nous empêchant de nous interroger précisément sur la notion de progrès, de prendre en compte la dimension culturelle du changement, de percevoir l'« horreur mécanique du monde industriel ».

Or la réalité surgit aujourd'hui en pleine lumière ; les désillusions prolifèrent. Non seulement la croissance ne comble pas les espérances en matière de bien-être social (voir les contre-productivités, le mal-être), non seulement elle ne génère pas suffisamment d'emplois pour résoudre le problème du chômage, non seulement elle ne règle pas la question des inégalités sociales (au contraire), mais elle s'avère désastreuse d'un strict point de vue écologique.

Confronté à ses contradictions fondamentales, le « système » est aux abois. Pour préserver l'emploi (ou tenter de le faire), l'économie



Jean-Pierre Tertrais milite au groupe La Sociale à Rennes.



maintient des activités inutiles, et même nuisibles au bien-être collectif, délaissant des activités indispensables à la société sous prétexte que les profits sont insuffisants. Car si la satisfaction de besoins artificiels solvables intéresse le capitalisme, celle de besoins vitaux non solvables le laisse indifférent. Le mythe de l'âge d'or pour tous est mort.

Patron et salarié : même combat ?

Cruelle ironie du sort, le discours patronal et l'analyse syndicale semblent converger. D'un côté, poussant à son paroxysme une idéologie qui proclame infaillible son propre dogme, le Medef propose aux salariés de « travailler plus pour gagner plus ». Même si l'on sait pertinemment que les salaires n'augmenteront pas (il est plus probable qu'ils continueront à baisser par la mise en concurrence de la main-d'œuvre au niveau mondial et la recherche systématique de l'abaissement du coût du travail), il s'agit de produire toujours plus pour accroître les profits. Car certains, eux, peuvent acheter : les riches (dans différents secteurs, le haut de gamme prospère, et le marché des yachts de luxe double tous les dix ans).

De l'autre côté, les syndicats réclament la croissance pour garantir l'augmentation du pouvoir d'achat. L'obstacle devient incontournable : puisque le système ne peut partager (il concentre même de plus en plus), il est aculé à une croissance sans fin ; or la croissance n'est écologiquement plus possible !

Le consensus est impressionnant :

– M. Aubry, J. Lang et D. Strauss-Kahn : « Sans croissance, pas de moyens suffisants pour la solidarité. Sans solidarité, pas de réelle cohésion sociale... » (*Le Monde*, 4 décembre 2004).

– Le 18 octobre 2004, M. Camdessus, ancien directeur du FMI, a remis au ministre des Finances un rapport intitulé : « Le sursaut, vers une nouvelle croissance pour la France. »

– Dans « les 21 exigences d'Attac pour le traité constitutionnel », Attac demande que le plein emploi et la croissance figurent comme objectifs principaux.

– Chirac, à l'occasion de ses vœux à la population : « Bâtissons aussi [...] une société de croissance, tournée vers l'activité et vers l'emploi. »

– Un syndicat réformiste : « La modération salariale, maintenue tant dans nombre d'entreprises que par l'État employeur, accentue d'autant l'impact de l'envolée des prix et interdit la relance de la consommation, de la croissance et des créations d'emplois. »

S'approprier la production

L'œuvre revendicatrice quotidienne atteint ses limites. L'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates nécessite un autre cadre. Par la masse monétaire réinjectée dans le circuit, le salariat régule la production, la distribution, la consommation. Le cercle vicieux « pouvoir d'achat-croissance » auto-entretient l'exploitation, l'injustice, la misère, d'autant que l'on sait pertinemment que les maigres augmentations obtenues se trouvent, chaque fois, absorbées en quelques mois par une augmentation équivalente des prix et des tarifs... ce qui justifiera une nouvelle demande.

Désormais, les exigences des salariés à l'intérieur du système capitaliste ne peuvent être satisfaites qu'au détriment des générations futures par le biais d'une croissance infinie, dont on sait qu'elle est impossible ! La seule conclusion acceptable est que le compromis entretenu par l'illusion réformatrice n'est plus possible, qu'il faut faire éclater ce cadre, que le dépassement du capitalisme (un système qui n'est même plus capable d'assurer la cohésion sociale, y compris par la répression) est plus que jamais à l'ordre du jour. Trop de temps a déjà été perdu : nous n'avons plus le choix. Mais la perspective d'une « émancipation inté-

grale » revêt une autre dimension : ce n'est même plus une question de dignité qui l'exige, c'est une question de survie, pour éviter le chaos écologique et social engendré par le capitalisme lui-même.

Non qu'il faille abandonner les exigences syndicales de maintien et même d'amélioration du pouvoir d'achat (c'est toujours mieux que de laisser s'envoler la rémunération des actionnaires), mais il faut jeter toutes les forces dans la bataille pour, parallèlement et très vite, construire une autre société, libérée de toute forme d'oppression morale et d'exploitation économique.

La lutte syndicale est réformiste au quotidien, révolutionnaire dans le but (et le but est en passe d'être atteint, non par le réveil des consciences, comme on le souhaiterait, mais par les contraintes inexorables de la réalité, et notamment écologiques). Il faut convaincre l'ensemble de la population qu'il n'y a aucun espoir dans l'organisation actuelle de la société, que chaque pas accompli l'est dans une impasse, que les véritables enjeux sont ailleurs, que l'on doit accepter de remettre en cause la finalité de ce qu'on produit, qu'il faut s'orienter vers d'autres valeurs, qu'il faut passer d'une revendication de quantité à une exigence de qualité, et raisonner en termes de rupture. Toute la difficulté réside dans les modalités de passage entre les deux modes d'organisation : c'est la maturité politique des populations qui en décidera.

Sans exclure d'autres moyens, et tout en reconnaissant que le syndicalisme ne se suffit pas à lui-même, la grève générale, expropriatrice et autogestionnaire, ne serait-elle pas précisément le moyen le plus approprié pour opérer cette rupture ? Pour la réaliser, le chemin est encore semé d'embûches : il nous faut (re)trouver le sens de l'Histoire, vaincre cette mutilante servitude volontaire qui nous conduit à subir les stratégies démobilisatrices des hiérarchies politiques et syndicales, prendre conscience des avantages qui pourraient résulter pour tous de la coopération et de la solidarité, de la convergence des luttes, minimiser les différences, estomper les querelles d'écoles et de mots le plus souvent stériles... Une autre société est à portée de main... à condition de réunir l'énergie de tous ceux qui sont prêts à travailler ensemble.

Maîtriser la production, non pas pour accroître indéfiniment une production génératrice de pollutions, d'inégalités, d'injustices, de frustrations, mais pour alléger et partager la peine de l'homme : mettre en œuvre le seul travail économiquement nécessaire à la satisfaction des besoins essentiels définis par les populations elles-mêmes. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

J.-P. T.

Troubles

à Saint-Michel-Chef-Chef

« Quand donc les hommes comprendront-ils que l'autorité c'est le mal;
Que la propriété, qui est aussi de l'autorité, c'est le mal;
Que la famille, qui est encore de l'autorité, c'est le mal;
[...] Génie de l'anarchie, esprit des siècles futurs, délivrez-nous du mal ! »

Joseph Déjacque, *L'Humanosphère*, 1871

UN VAGUE ARRIÈRE-GOÛT, c'est le premier roman (mais non le dernier : d'autres « chroniques croisées » suivront) d'Alain Pecunia, auteur d'un récit autobiographique : *les Ombres ardentes. Un Français de 17 ans dans les prisons frankistes* (Cheminements, 2004). Peu de rapport, en apparence, entre les mémoires du militant anarchiste et ce court (127 pages) roman policier. Quoique... Dans la fiction comme dans la réalité, n'est-il pas avant tout question de la raison d'État ?

Comme je ne veux pas dévoiler la fin, je ne rentrerai pas dans les détails de l'histoire. Je dirai juste qu'il s'agit d'un officier du SRP qui essaie, à sa façon, de remédier aux lacunes de la justice, en enquêtant sur la mort d'un oncle inconnu, disparu dans des circonstances non élucidées. Revient pour cela à la maison familiale, auprès de son père, peut-être moins ignorant que ce qu'il prétend. Trouve au passage l'aide inattendue d'un ivrogne érémitiste paumé, peut-être moins idiot que ce qu'il paraît.

Court et resserré, le récit se déroule à la manière d'une tragédie : avec peu de personnages, peu de lieux. L'auteur ne s'embarasse pas de longues descriptions ; l'intrigue est nue, efficace. Comme dans une tragédie, on y voit des humains s'entre-tuer, par amour du pouvoir ou de l'argent. Comme dans une tragédie, c'est aussi à l'intérieur de chacun, en proie à son destin, que s'engage la lutte. Mais ici, le destin est tracé non par les divinités monstrueuses des tragédies grecques, mais par une force non moins implacable qui se nomme : « raison d'État ».

Jusque-là, rien que de très banal pour un polar : un flic curieux et solitaire, qui va se heurter à la raison des plus forts. Allant de surprises en surprises, il découvrira aussi qu'on ne peut se fier à personne, même à ceux que

l'on croit proches. Ce faisant, il apprendra beaucoup, et surtout sur lui-même. Sait-il seulement d'où il vient ? « Le type dont je porte le nom, je l'ai à peine connu », nous dit le narrateur. Le Moi, écrivait Freud, n'est pas maître dans sa propre maison.

Et c'est là justement que le roman de Pecunia quitte les sentiers policés des romans policiers pour déboucher sur une saga familiale originale. La famille, dans ce livre, est bien ce microcosme de l'État, dont Sébastien Faure dénonçait la capacité de nuire dans la formation des individus : « Poètes, romanciers [...], vous avez dit que, pour si meurtrier qu'il soit, le « moi » trouve, au sein de la famille, les soins et les tendresses qui pansent et cicatrisent ses blessures ! Vous avez menti ! » (Sébastien Faure, *la Plume*, 1893).

C'est finalement à la recherche de son histoire familiale que part notre héros, cette histoire qui précède l'individu, dont il n'est pas responsable, et qui pourtant le fait agir.

« C'est de l'histoire ancienne », lui répètent ceux et celles qui ont intérêt, justement, à ce qu'on oublie ce passé. Et, dans cette histoire, évidemment, il n'est question que de pouvoir. Comme partout, il y a ceux qui nous font de l'ombre et qu'on aimerait envoyer dans la tombe. Est-ce un hasard si la famille de notre héros porte le nom de Tombe ? Sans compter que son père « naturel » s'appelle, lui, Cavalier. Est-ce un hasard, encore, si notre héros, espérant la victoire d'une justice qui punira « tous les méchants », attend toujours l'arrivée de la cavalerie ?

On l'aura compris, le livre de Pecunia offre plusieurs entrées. Il y a bien sûr, au départ, une enquête sur la mort de l'oncle noyé, dont le dossier refait surface, par hasard, dans la vie du narrateur – enquête qui vise à « dissiper un malaise », faire disparaître ce

« vague arrière-goût » que laisse le passé mal digéré. Alors l'enquêteur part à la pêche aux informations, pour essayer de ressortir des dossiers cachés ce qu'on a voulu y enfouir pour toujours, ce qui le mènera tout droit sur le lieu du crime (une pêcherie, justement). Mais l'enquête pourrait bien se transformer en vengeance – juste « un petit nettoyage d'entretien » en guise de règlement de comptes, nous dit le narrateur, qui entend de laver, seul, le linge sale de la famille. Et aussi, peut-être, de liquider son propre passé – au risque de s'y noyer. Car vouloir lever les pierres qui pèsent sur les tombes des morts, quand d'autres s'acharnent à « enfoncer le clou », cela ne va pas sans danger...

Parti à la recherche de la vérité, le narrateur trouvera plus fort que lui. Et c'est bien, au fond, la question du pouvoir (la raison du plus fort) qui est abordée dans ce récit qui, se déroule, d'ailleurs (encore un hasard ?), à Saint-Michel-Chef-Chef. Là, justement, où vient de disparaître le brigadier en chef ! Une nouvelle piste s'ouvre... tandis que les cadavres s'accumulent, au point de laisser au héros un autre arrière-goût, fort désagréable, de viande grillée !

Je m'arrête là, et pour finir de vous donner un avant-goût de ce roman, j'ajouterai que l'auteur n'a pas oublié de verser un ingrédient essentiel : l'humour (souvent grinçant) dans cette fable sur le pouvoir dont les lecteurs et lectrices tireront eux-mêmes les conclusions (la mienne étant qu'à Saint-Michel-Chef-Chef, il y a deux chefs et un saint de trop !).

Caroline Granier

La Rue

Alain Pecunia, *Un vague arrière-goût*, Cheminements, 2005.

« Maurice Joyeux » de Roland Bosdeveix

CETTE DERNIÈRE BROCHURE¹ de la collection Graine d'ananas se propose de dresser un portrait du militant libertaire Maurice Joyeux et de présenter ses principaux textes. Maurice Joyeux (1910-1991) a marqué la Fédération anarchiste de son empreinte pendant de nombreuses années. Avant d'être le « fondateur » du groupe Louise-Michel, il a passé plusieurs années de sa vie en prison pour l'occupation d'un consulat polonais, pour des spontanéités mal maîtrisées face aux forces de l'ordre et pour insoumission lors de la guerre de 1939-1945. Après divers métiers (métallo, forain, libraire, etc.) Joyeux s'est investi à fond dans la renaissance de l'anarchisme organisé d'après-guerre avec, en autres, les frères Lapeyre et Maurice Laisant.

Ce fut aussi une figure du courant anarcho-syndicaliste au sein de FO. Il a plus ou moins raconté sa vie dans les deux tomes de *Sous les plis du drapeau noir* et de façon romancée dans deux romans *le Consulat polonais* et *Mutinerie à Montluc*. La brochure de Bosdeveix réussit à résumer en cent pages cette vie tumultueuse et même à en combler des vides, tout en présentant son œuvre.

Si, pour certains, la mort de Suzy Chevet, sa compagne, marque une rupture dans sa vie de militant, il ne faudrait pas oublier que Joyeux a continué à former des militants de la FA ne serait-ce que par ses conférences et ses écrits réguliers dans *le Monde libertaire*. Suite à un coup de téléphone du comité de rédaction de *le Monde libertaire*, le mardi soir, on était sûr de recevoir plus de 10 000 signes sur la question d'actualité de la semaine, pour le samedi ou le dimanche matin au plus tard. Et ce n'était pas du remplissage. Bien sûr, sa présence au congrès annuel de la FA se limitait, vers la fin de sa vie, à intervenir le dernier jour du congrès, lorsque le climat devenait chaud avec des « Allons les enfants, calmons-nous... » Je caricature un peu mais si peu.

Le lecteur qui veut seulement se familiariser avec la vie du mouvement anarchiste trouvera son compte dans cette brochure. L'historien du mouvement libertaire restera sur sa faim et même bondira notamment au raccourci ou erreur inexcusable figurant dans la seconde partie consacrée à l'œuvre : « Fontenis chassé de la FA et fondant l'OCR ».² En faisant vite, Fontenis créa une organisation secrète, l'OPB de type plateformiste, au sein de la FA; il en prit le contrôle dans les années 1950, excluant Laisant, Lapeyre, le groupe Louise-Michel, etc. La FA se transformait alors en une Fédération communiste libertaire, organisation qui finit dans le marigot électoral, en pleine guerre d'Algérie.³

En cinquante pages, Bosdeveix remet en situation les écrits de Joyeux, ses livres (*l'Anarchie et la société moderne*, *l'Anarchie et la révolte de la jeunesse*), ses brochures (*Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière*, *l'Histoire du journal de l'organisation des anarchistes*) et ses articles dans *la Rue*, revue qu'il anima pendant dix-huit ans. Bosdeveix publie un inédit de Joyeux, un rapport écrit pour un congrès de la FA de Toulouse en 1965 effectuant le point sur l'activité militante des groupes anarchistes de l'époque. Un constat lucide et qui risque de rester intemporel, hélas ?

En résumé, ce n'est certes pas une thèse universitaire. Ce n'est qu'une simple brochure qui a sans aucun doute le mérite de donner au lecteur le désir de se replonger dans les écrits théoriques de Joyeux, disponibles dans les bonnes librairies.

Jimma

1. Avec une préface de l'écrivain Michel Ragon, Éditions du Monde Libertaire, 9 euros en vente à la librairie du Monde libertaire.

2. Page 90, une « coquille » qui sera sans aucun doute corrigée à la prochaine réédition.

3. Sur internet, on peut se reporter sur l'OPB <http://libertaire.org/article50.html>

Paris, le 13 mai 2005

À l'attention de la rédaction du *Monde libertaire*,

Professeur de lycée, je tiens à apporter les remarques suivantes à propos de l'article « Putain d'école » du *Monde libertaire* de la semaine du 3 au 9 février 2005.

Réduction du temps de travail

Les lois Aubry n'ont pas créé d'emplois parce qu'elles étaient conçues dans l'intérêt du patronat, comme le montre le recours autorisé, dans les accords, à l'annualisation du temps de travail. Aussi, les enseignants ont tout à perdre d'une telle « réduction du temps de travail ».

L'auteur affirme qu'il existe des « revendications syndicales et des collègues » pour obtenir du temps de concertation et de formation.

Pour ce qui est des bureaucraties syndicales, cela est vrai. Mais ce n'est pas une revendication des collègues.

— Le temps de formation est déjà prévu, dans notre statut, sur le temps de travail: cela ne saurait donc être une revendication des enseignants.

— Le temps de concertation n'est pas une revendication enseignante; bien au contraire,

On nous écrit

beaucoup d'enseignants redoutent que les réunions de « concertation » soient l'occasion de mises en place de diverses structures de caporalisation et de création de hiérarchies intermédiaires dont le but sera la mise en cause de la liberté pédagogique de chaque enseignant; c'est d'ailleurs précisément ce que prévoit la loi Fillon, avec le « conseil pédagogique », loi dont le moins que l'on puisse en dire est qu'elle ne répond à aucune revendication enseignante.

— Enfin, l'auteur, dont on peut supposer qu'il enseigne dans le premier degré, n'envisage la réduction du temps de travail que dans le premier degré, pour que « les professeurs de lycée et collègues et les professeurs des écoles soient enfin sur le même pied d'égalité et pour que la nécessité de créer des postes se fasse de nouveau sentir ». Ma première remarque est triviale: la nécessité de création de postes, avec de telles mesures, ne se ferait évidemment sentir que dans le premier degré. Ma seconde remarque traduit mon

immense surprise: l'auteur ne perçoit pas la nécessité de réduction du temps de travail dans le second degré; il ne semble même pas percevoir qu'une lutte aussi politique que la réduction du temps de travail doit impliquer tous les salariés, pour avoir une chance de réussir. Aussi, cette idée, qui postule a priori des intérêts divergents entre professeurs du second et du premier degré est paradoxale si elle prétend s'inscrire dans la tradition anarcho-syndicaliste.

Intervenants en langue, informatique ou sport

La lecture laisse l'impression désagréable de retrouver le vocabulaire ministériel ou rectoral: dans leur jargon managérial « intervenant » se traduit par précaire. Les besoins en enseignants de langue, informatique, ou sport sont permanents, dans le premier comme dans le second degré. Au nom de quelle logique faudrait-il accepter l'idée que des enseignants titulaires travaillent au côté de collègues précaires, dans des enseignements permanents? L'effet d'une telle « revendication » ne serait-il pas une nouvelle division entre salariés?

Cordialement,

Bruno Purnoux

Le combat rock de Little Bob

« No Future is now », affirme le premier titre de *The Gift*, le double album que Little Bob vient de sortir. Le cadeau contient treize titres originaux et sept reprises bien affûtées.

PORT DU HAVRE. Quartier de l'Eure. Sur les quais, les pavés poussent sous le bitume comme du chiendent. Des rails glissants et des hangars fatigués parlent d'un passé mal digéré. Près d'un bassin, dans une impasse, la petite maison de Little Bob. Il est dans son jardin en compagnie d'un jeune rappeur qui vient lui faire écouter une démo artisanale. Douche froide pour ceux qui rêveraient d'argent facile. « Il faut se battre pour défendre des trucs originaux. Tu vois, à mon âge, j'ai dû produire moi-même mon dernier disque. C'est dur. Pour le moment, ça va encore. On me fait confiance. On sait que j'en veux... J'espère qu'un jour je n'aurais pas besoin de faire un hold-up pour sortir un disque! »

Soixante balais, trente ans de métier, Little Bob a toujours la rage. Il l'exprime sur son nouvel album, un double. Un noir, *Still burning*. Un rouge, *My flaming roots*. Le premier parle des gens que l'on croise tous les jours, de ceux qui en savent, de ceux qui n'arrivent pas à nourrir leurs mômes et qui en ont marre du capitalisme. L'album commence par *No Future is now*. Le ton est donné. « La recherche du profit pourrit le monde. Les riches tirent toutes les ficelles. Qu'est-ce qu'on pourrait faire? Peut-être la révolution? » suggère l'ami Bob.

Combatif, *The Gift* est aussi une galerie de portraits à la John Fante. « Le disque parle plus que jamais du Havre. On y retrouve les docks, le garagiste du coin, une voisine, des gamins de quinze ans comme ce Little Juju qui a eu des petits problèmes avec la police... » Quant à *Red Clouds*, ce n'est pas un clin d'œil au chef sioux mais l'histoire d'une ville qui suffoque sous un ciel pollué par la pétrochimie. Autant de tranches sociales débitées avec une énergie féroce et, néanmoins, généreuse. « Il y a un gros son rock sur cet album. Les fans de la Story aimeront. C'est très rock mais avec des influences blues et européennes. » L'autre CD reprend des titres des soixante. Des reprises qui ne doivent rien au hasard. On y trouve notamment *I'm going to change the world* d'Eric Burdon et *Masters of war* de Robert Zimmerman. « Une chanson créée contre la guerre du Vietnam et que Bob Dylan rechantait contre la guerre en Irak », explique Ti' Bob.

The Gift est dans la veine du Libero sorti en 2002. Little Bob était allé taquiner Roberto (son vrai prénom) pour rendre hommage à son père Libero Piazza, un prolo italien qui, en 1957, était venu travailler au

Havre, chez Tréfinétaux (où Bob a aussi traîné une dizaine d'années). Libero, « libre », quel drôle de nom! Inconnu des calendriers, c'était une trouvaille du papy anar qui ne ratait jamais une occasion pour emmerder les curés et les fachos.

Et après? « Mon prochain album sera électro-acoustique avec toutes les ballades de mon répertoire. Mais, pour l'instant, j'ai du rock 'n' roll à défendre! » On l'aura compris, la retraite à 60 ans, c'est pas pour Little Bob, « la dignité du rock » selon Jean-Bernard Pouy.

Paco



L'ACTUALITÉ DISCOGRAPHIQUE de Little Bob est chargée. Pas moins de sept CD (dont un double) seront ainsi mis en circulation en quelques mois. Rock 'n' roll not dead. En mai, *The Gift* est venu fêter trente ans de scène. Début juin, quatre rééditions remasterisées sont sorties chez BMG. Il s'agit de *Come see me* (1978), *Little Bob Story live in London* (1979, jamais sorti en CD), *Light on my town* (1980, jamais sorti en CD), *Vacant heart* (1982). Le 16 août, deux autres albums légendaires vont ressortir chez EMI. Il s'agit de *Too young to love me* (1984) et de *Lost Territories* (1992).

Quelques dates pour l'été:

Brest (21 juillet), Binic (3 août), festival Rock 'n' blues de Segouffelles (20 août), Béjaïa-Algérie (25 août).

Plus d'infos : <http://littlebob.free.fr>

Contact :

littlebob@porte-oceane.com.

Nostrum éditions, Perpignan, 174 p., 2003.

Rencontre anarchiste à Saint-Claude (39)

Le samedi 25 et le dimanche 26 juin

- dans un cadre champêtre haut-jurassien: les enfants sont les bienvenus! -

DEPUIS UN AN environ, des membres du groupe Lucio et du PLOUCC ont multiplié les rencontres, notamment avec le RLA (Réseau libertaire de l'Ain), Espace noir (Saint-Imier, Suisse), Maloka (Dijon), La Vache noire (Chalon), la Plume noire et la Gryffe (Lyon), le Bokal (Bourg), la CNT-Jura et bien sûr avec l'Autodidacte et le groupe Proudhon (Besançon). Nous avons imaginé de vous réunir le temps d'un week-end. Outre les luttes menées, la particularité de la majorité d'entre nous est d'avoir ouvert un espace de diffusion culturelle (info-kiosk, librairie, organisation de concerts, de conférences-débats, etc.). Afin de nourrir et d'enrichir le projet d'un local libertaire « le Coffre-Fort » à Saint-Claude, nous souhaitons avoir le témoignage de votre expérience. Et au-delà, quels liens faire vivre entre nous ?

Accueil à partir de samedi midi autour d'un méchoui offert par le groupe Lucio et l'assoc des Partisans libertaires (PLOUCC).

Samedi après-midi de 15 heures à 17 heures: échanges autour des expériences de

chaque groupe pour faire vivre un espace de diffusion culturelle: « Une autre culture. Quelles luttes? Quels lieux? Quels liens? »

Samedi soir au choix: diffusion de films et de documentaires 16 mm, vidéo, scène ouverte avec batteries et amplis à disposition, discussions au coin du feu.

Suite des festivités le dimanche, suivant la disponibilité et le désir des participants.

Attention: pour des raisons d'intendance, nous prévenir à l'avance du nombre de participants, et du choix de l'hébergement.

- Par courrier: Groupe Lucio c/o Maison du peuple, 12, rue de la Poyat, 39200 Saint-Claude,

- Par courriel: groupelucio@altern.org,
- Par téléphone: Denis au 03 84 45 24 84.

Accès: Saint-Claude centre-ville; contourner la cathédrale; direction Chaumont; dépasser Chaumont de 6 km; après La Main Morte, c'est l'A.

Réfractions 14^e du nom!

LE NUMÉRO 14 de Réfractions « Ni Dieu ni maître. Religions, valeurs identités » explore et interroge, plus qu'il ne cherche à apporter des réponses, les questions couramment évoquées à propos du supposé retour du religieux, d'une prétendue crise des valeurs et des problèmes identitaires qui traverseraient les sociétés occidentales.

Dans la première partie: « Analyses et propositions », un article se penche sur la

définition socioculturelle de la religion et son articulation avec l'État; d'autres examinent la possibilité de répondre autrement à ce qui fait le terreau psychologique des religions: le besoin de donner un sens à la vie ou l'angoisse devant la mort. Un autre point de vue propose la philosophie comme antidote ou forme de résistance aux dogmatismes. Est évoquée enfin la nécessité, pour les anarchistes, de repenser leur héritage et de se nourrir d'autres courants de pensée qui, en principe, lui seraient étrangers.

Dans la deuxième partie « Témoignages d'émancipation » sont décrites différentes tentatives d'émancipation, qui ont eu lieu dans le passé ou qui sont actuelles mais peu reconnues, et qui s'expriment dans la littérature ou dans la pratique et dans le choix de vie.

Ce numéro comporte une « transversale » plus nourrie que d'habitude et particulièrement diversifiée: un texte qui dénonce l'utilisation qui peut être faite des concepts psychanalytiques pour justifier les dominations traditionnelles, un parcours de l'évolution politique et sociale de l'Irak et des conséquences de l'affaiblissement et de la mise à l'écart des mouvements progressistes et laïques, une nouvelle contribution sur les manifestations anti-mondialisation et une interview d'Alain Pecunia, militant français dans l'Espagne franquiste.

les Amis de Réfractions, BP 139
75966 Paris cedex 20
Site internet: refractions.plusloin.org



Radio libertaire

Jeudi 23 juin

Entre chiens et loups
de 20 h 30 à 22 heures

Bernard Heidsieck sera l'invité. Il est l'un des créateurs à partir de 1955 de la « Poésie sonore » et à partir de 1962 de la « Poésie action », 1955 : premiers « Poèmes-partitions », et à partir de 1959, utilisation du magnétophone en tant que moyen d'écriture et de retransmission complémentaire.

Samedi 25 juin

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30

Le cinéma populaire et ses idéologies (L'Harmattan), avec Mathilde Girard et Emmanuel Dreux.

Dimanche 26 juin

Tempête sur les planches

de 14 heures à 15 h 30

Reflets du théâtre contemporain au Venezuela, avec la participation de plusieurs dramaturges vénézuéliens, à l'occasion du festival de théâtre vénézuélien, du 20 au 30 juin (http://festivaltheve.free.fr/fr_index.htm).

Lupe Velez, qui interprète *Attention peinture fraîche*, un spectacle sur Frida Kahlo, écrit par Lupe Velez au Théâtre Dejaset.

Lundi 27 juin

Le Monde merveilleux du travail

de 20 heures à 21 heures

La Protection judiciaire de la jeunesse: institution ou protection rime maintenant avec délation. Proposée et animée par la section ANPE de la CNT santé social de la région parisienne. Avec toujours les compagnons musicaux Fred Alpi et la Brigada, sans oublier la chronique rageuse du Conseiller Non-Déferend.

Mardi 28 juin

Idéaux et débats de 18 heures à 19 h 30

Interview de Jean-Michel Ribes pour la nouvelle saison du théâtre du Rond-Point.

Mercredi 29 juin

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures

Été et Blues.

Femmes Libres de 18 h 30 à 20 h 30

Les Femmes et l'Europe.

89.4 MHz
en région parisienne

Jusqu'au 26 juin

Paris 3^e

Gaston Couët, *Montmartre-1900*. Œuvre poétique de Gaston Couët, mise en musique et chantée par Michel Desproges, avec Philippe Bary, violoncelliste. Jeudi et vendredi à 20h30, samedi à 19 heures et dimanche à 17 heures, salle Lautreàmont, au Théâtre Molière, passage Molière, 157, rue Saint-Martin, M^oRambuteau. Infos: 0144545300. De 15 à 10 euros.

Jeudi 23 juin

Lyon 7^e

Spectacle: Amel et ses danseuses! À 20h30 à la Boulangerie du Prado, 69, rue Sébastien-Gryphe. Infos: Libertaire Production au 0623 233 906.

Vendredi 24 juin

Le Havre

Le groupe Zéro de conduite de la FA propose une causerie avec J.-P. Levaray pour son livre *Une année ordinaire, Journal d'un prolo* (Éditions Libertaires) qui sera suivie d'un concert des Porcs autonomes (chansons portuaires et porcines du Grand Ouest). Rdv à 19 heures à l'Apple Pie, 18, place de Gaulle. Librairie et grignotage.

Lyon 1^{er}

Projection Débat À l'épreuve du réel, documentaire sur le VAAAG, Village alternatif, antifasciste et anti-Guerre, une expérience d'auto-gestion lors du contre-G8 d'Évian en mai-juin 2003. Projection suivie d'un débat avec les réalisateurs Florence Miettiaux et Grégory Mouret. À La Plume noire à 20h30, 19, rue Pierre-Blanc, 0472009410. Permanences du mercredi au vendredi de 17 à 19 heures et le samedi de 15 à 19 heures.

Samedi 25 juin

Paris 11^e

Projection à 16h30 à la librairie du Monde libertaire du film *Du libertaire au Monde libertaire. Chroniques libertaires*. De la commune à aujourd'hui, l'histoire du journal de Louise Michel et Sébastien Faure, suivie d'un débat avec Michèle Rollin, la réalisatrice. Au 145, rue Amelot, M^o Oberkampf ou République.

Paris 11^e

À 14 heures, à la librairie Publico, rencontre avec Nildo Avelino, camarade brésilien du Centro de cultura social de São Paulo. Présentation de l'anarchisme au Brésil (historique, organisations, actualité). Le tout 145, rue Amelot.

Sarlat (24)

Forum régional libertaire ce samedi et dimanche 26 juin: salon du livre anarchiste, débats, concerts, restauration solidaire, projections vidéo et autres surprises... Organisé par la CNT, Collectif libertaire Marius Jacob, groupe FA La Boétie et le Scalp. Infos: 0553081017 ou 0607588127, noir.perigord@no-log.org.

Lyon 1^{er}

Projection-débat À l'épreuve du réel, documentaire sur le VAAAG. À La Plume noire à 16 heures, 19, rue Pierre Blanc. Voir ci-dessus.

Saint-Claude (39)

Rencontre anarchiste tout le week-end. Les infos: page ci-contre!

Dimanche 26 juin

Saint-Brieuc (22)

Le groupe Jean Souvenance de la Fédération anarchiste vous donne rdv à 15 heures au petit théâtre des promenades pour une discussion à l'air libre sur et autour de

l'anarchisme. Pour amorcer l'échange, nous introduirons le débat par une présentation de la philosophie et de l'histoire de l'idée libertaire. Pour nous contacter: groupe Jean-Souvenance c/o CEL, 1, rue Yves-Creston, 22000 Saint-Brieuc, www.lasouvenance.zaup.org, 0608769497.

Paris 9^e

Le 14^e anniversaire de Mois et Musiques avec Alain Aurenche, Frédéricque, Gilbert Lafaille, Marie-Josée Vilar et bien d'autres au Théâtre Tréville, 14, rue Tréville, M^o Grands-Boulevards ou Cadet. Dès 15h30. 16 ou 12 euros. Réservation: 0143847004.

Lundi 27 juin

Paris 11^e

Le collectif RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants) vous invite à une AG pour débattre des mutuelles de sans-tickets, à 20 heures au CICIP, 21 ter, rue Voltaire, M^o Rue-des-Boulets.

Paris 20^e

Le théâtre La Balancelle présente: Cabaret anarchiste pour Élisée Reclus, mis en scène par Monique Surel-Tupin à l'Espace Louise Michel, 42 ter, rue des Cascades. Infos: 0145265089.

Samedi 2 juillet

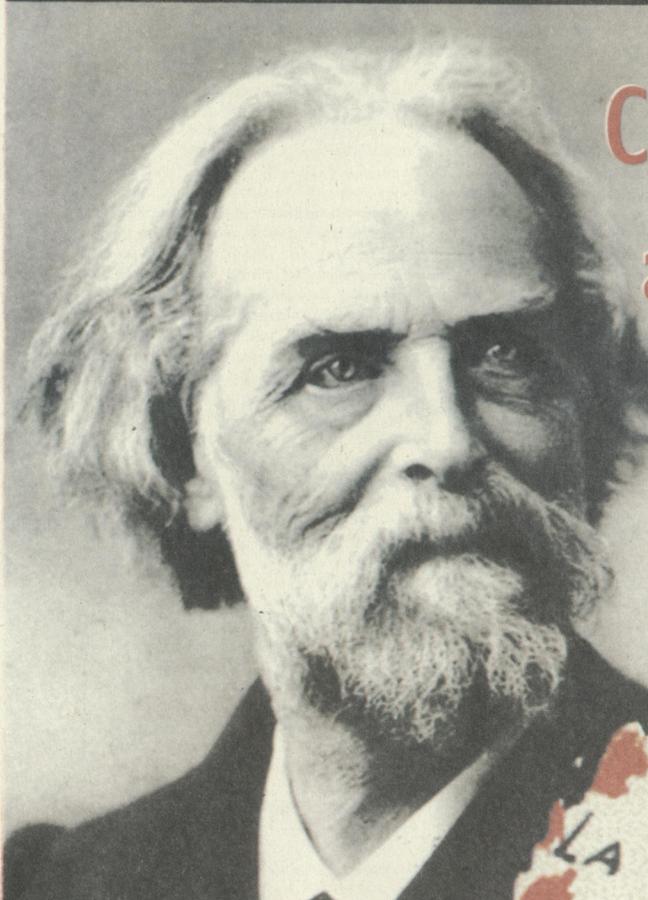
Paris 13^e

Venez protester contre la candidature de la ville de Paris aux Jeux olympiques de 2012! Rdv à 14 heures devant le Comité national olympique et sportif français, 1, avenue Pierre-de-Coubertin, RER Cité universitaire: Contact: contactcajo@no-log.org, Cajo c/o RAP, 53, rue Jean-Moulin, 94300 Vincennes.

agenda



Théâtre
LA BALANCE
avec le soutien de radio libertaire et du monde libertaire



**Cabaret
anarchiste
pour
Elisée
Reclus**

27, 28, 29 Juin
20h30

Espace Louise Michel
42 ter, rue des Cascades
Paris 20^{ème}

Réservations : 01. 45. 26. 50. 89

